

NOS PARTENAIRES > 2014

AMERIQUE LATINE | ASIE | AFRIQUE | LUXEMBOURG



LA SOLIDARITÉ.
LE GESTE QUI COMPTE.

EDITORIAL 3

AFRIQUE



ARFA	07
UBTEC-NAAM	08
CIDAP	09
CED	10
Le salut	11
GEME-SA	12
INADES	13
CADR	14

ASIE



ALROWWAD	16
SANTULAN	18
JANA JAGARAN	19
SOSTI	20
CHINTAN	21
NE-CBHP	24
KMP	25
PNFSP	26
MASIPAG	27
PDG	28

AMÉRIQUE LATINE



CUC	32
SEAJUS	33
CENCOP	34
CDM	35
ISD	36
MCP	37
ADECAP	38
MIDE	39
FEDEPAZ	40
CEDIB	41
FDA	42
SF	43

LUXEMBOURG



LE TRAVAIL AU LUXEMBOURG	44
SOUTENEZ L'ASTM	46

TABLEAU FINANCIER 47

Impressum

Nos partenaires en 2014.
(Brennpunkt Drött Welt nr. 279), novembre 2013.

Edité par: Action Solidarité Tiers Monde
55, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg
tél.: 400 427 • fax.: 400 427 27
astm@astm.lu • www.astm.lu
CCPL IBAN LU76 1111 0099 9096 0000

Ont contribué à ce numéro: Gabriela Caceres, Dilcia Figueroa,
Marc Keup, Monique Langevin, Marie-Paule Ley, Cécilia Raffaelli,
Martha Rodriguez, Françoise Rollinger, Charles Schiltz, Nikolai
Shillinglaw, Julie Smit, Pieca Wallerand, ea.

Nous remercions spécialement toutes les organisations
partenaires de l'ASTM pour leur contribution à ce numéro.

Photos: ASTM ou organisation partenaire respective.

Photo de couverture: ASTM

Impression: CA-Press / Esch-sur-Alzette

EDITORIAL

Les programmes de solidarité de l'ASTM sont cofinancés par la Direction de la Coopération du Ministère des Affaires Étrangères par voie d'un contrat entre les deux parties qui est nommé accord-cadre et qui porte sur 5 ans.

Actuellement, le travail de solidarité de l'ASTM est basé sur deux de ces contrats, à savoir l'accord-cadre en consortium ensemble avec l'ONG SOS Faim Luxembourg, dans lequel se retrouvent les projets implémentés sur le continent africain, et l'accord-cadre Projets de solidarité » concernant les initiatives qui se déroulent en Amérique latine, en Asie et en Moyen Orient. Le premier accord-cadre est clôturé à la fin de l'année 2013 et le deuxième à la fin de l'année 2014. L'équipe de l'ASTM est donc actuellement en train de négocier la mise en place des nouveaux accords-cadres, ce qui suppose un important travail d'évaluation, ainsi que la définition des priorités et des stratégies pour les années à venir.

Jusqu'à présent, l'ASTM travaille sur des différentes déclinaisons des Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Nos partenaires mènent des initiatives visant le renforcement de la société civile, la lutte pour la terre, l'agro-écologie et l'appui au secteur informel. Ils touchent les droits des femmes, le développement des capacités, le droit à l'éducation et à la participation, le droit à la santé et à l'alimentation.

Des nouveaux partenaires

Concernant l'Afrique et l'accord-cadre en consortium, plusieurs décisions importantes ont été prises au cours de l'année 2013. Tout d'abord, l'ASTM et SOS Faim ont décidé de prolonger leur collaboration. Une nouvelle demande pour un accord-cadre commun pour la période de 2014 à 2018 a déjà été envoyée à la Direction de la Coopération. Son objectif principal est le renforcement de la société civile. Un autre volet important est l'élargissement des synergies entre l'ASTM et SOS Faim, aussi bien au Luxembourg qu'entre les partenaires soutenus en Afrique.

La fin d'un programme est aussi une période de bilan. Trois actions de nos partenaires soutenues en Afrique ont été évaluées par des experts externes : ARFA, CIDAP et Le Salut. Dans les trois cas, les résultats sont encourageants et des recommandations ont pu être formulées pour la poursuite du travail dans le nouvel accord-cadre.

Finalement, trois nouveaux partenariats ont démarré au Togo, deux fois dans le domaine de l'agro-écologie et une fois dans le renforcement de la société civile, notamment par la formation de femmes journalistes dans le milieu rural. Il s'agit dans une première phase de contrats à courte durée avec des petits montants pour pouvoir démarrer une collaboration.

Les projets en Asie, en Amérique latine et au Moyen Orient sont regroupés dans l'accord-cadre "Projets de solidarité", qui va se terminer fin 2014. La préparation du bilan et la définition des nouvelles orientations viennent d'être entamées lors d'une journée d'échange et de réflexion entre les membres de l'ASTM.

En 2013, nous avons commencé un nouveau partenariat aux Philippines, notamment avec l'organisation PDG, qui s'engage pour les droits humains et la survie économique des petits paysans sur l'île de Negros. Des nouvelles perspectives de collaboration se sont également ouvertes au Moyen Orient. A cet effet, une mission spécifique dans les Territoires Occupés a été réalisée.

Mise en réseau des partenaires

Un aspect du travail qui est devenu plus important au cours des dernières années, est la mise en réseau de nos partenaires. En Afrique, par exemple, des membres de notre partenaire togolais CED ont visité l'association ARFA au Burkina Faso pour se former sur les techniques d'agro-écologie, notamment le compostage.

En Amérique latine, un intéressant échange d'expériences a eu lieu au Pérou entre ADECAP et MIDE. Ce dernier a montré ses méthodes de travail à l'organisation andine, désireuse de connaître l'expérience des communautés indigènes de Cusco. Aussi, au Honduras, dans le cadre de leur projet, le CDM a pu mettre en place une formation réalisée par des éducateurs populaires formés au sein de SERJUS au Guatemala.

Mais la collaboration dépasse les limites de nos partenaires en impliquant d'autres organisations de la société civile. Tel est le cas par exemple de la rencontre organisée par l'ISD (El Salvador) sur la transparence gouvernementale ou la participation de CDM dans la mise en place d'un Observatoire des droits des femmes durant le processus électoral.

En Asie, notre partenaire SOBTI a été invité par KMP et la Coalition de paysans d'Asie à participer à une mission d'enquête sur les violations des droits à la terre.

Votre soutien constant est indispensable

Pour pouvoir conclure des accords-cadres avec le Ministère et avoir accès au cofinancement, l'ASTM a besoin de dons privés et donc de votre soutien constant. Sans votre générosité, tout le travail que vous pouvez découvrir dans cette brochure ne serait pas possible.

Nous remercions tous nos donateurs et sympathisants et nous vous souhaitons bonne lecture.





en coopération avec

BURKINA FASO

ARFA
UBETEC-NAAM

Association de recherche et de formation agro-écologique
Union des Baoré Tradition d'Epargne/Crédit - Naam

TOGO

CIDAP
CED
LE SALUT
GEME-SA
INADES
CADR

Centre international pour le développement agro-pastoral
Centre pour l'écologie et le développement
Solidarité en action pour la lutte contre la pauvreté
Gens des médias de la région des savanes
Institut Africain pour le Développement Economique et Social
Centre d'Action pour le Développement Rural

Afrique

Quo vadis Democratia ?

Le Rapport de l'Indice de Développement Humain (IDH) 2012 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a été publié en mars 2013. Cet indice se fonde sur trois critères majeurs par habitant (déclinés en plusieurs indicateurs): l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de revenu. Il donne donc un meilleur aperçu sur le développement social au sein d'un pays que des indicateurs purement économiques. Concernant l'Afrique, certaines choses ne semblent pas vraiment changer au cours des dernières années : sur 187 pays listés, les 10 derniers places sont occupés par des pays du continent noir.

Bien que le IDH soit loin d'être parfait, il reflète néanmoins une certaine réalité de pauvreté en Afrique. Il y a des progrès qui se font, mais les populations, qui voient des millions et des millions passer par la coopération, ne ressentent pas (assez) d'améliorations de leur propre vie ou de la vie de leurs enfants et souvent désespèrent.

En même temps, ils voient des politiciens et une petite classe dirigeante de leurs pays qui deviennent de plus en plus riches, qui se remplissent les poches et qui s'accrochent à leur pouvoir et leurs privilèges, souvent protégés par la justice dans une impunité quasi totale. Même si ces ressentis ne sont pas toujours objectifs et pas toujours justifiés, les sentiments de frustration et de colère sont bel et bien réels et risquent d'exploser d'un moment à l'autre, comme on l'a constaté dans beaucoup de pays ces dernières années.

Telle est également la situation dans nos pays d'intervention actuelle en Afrique, à savoir le Togo et le Burkina Faso. Au Togo, la situation s'était clairement dégradée au début de l'année 2013. Deux incendies volontaires en janvier, qui ont détruits les deux marchés principaux de la capitale Lomé et de Kara, ont servi comme prétexte au gouvernement pour arrêter une grande partie des dirigeants de l'opposition politique du collectif "Sauvons le Togo". Aucune preuve tenable de leur implication dans les incendies n'a pu être présentée.

Les élections parlementaires, reculées depuis des mois, ont tout de même été organisées en juillet, avec une opposition politique enfermée en prison et relâchée en partie seulement peu de temps avant le scrutin. Toute contestation a carrément été balayée et le parti politique du président Faure Gnassingbé, fils de l'ancien dictateur Gnassingbé Eyadéma, a remporté la majorité des sièges. Tout espoir d'une vraie démocratisation du Togo s'est brisé en éclats. Jusqu'ici, la population est néanmoins restée calme et surtout l'armée continue à soutenir le Président.

Au Burkina Faso, les élections parlementaires ont eu lieu en décembre 2012. Le parti du président Blaise Compaoré, qui s'appelle de façon assez cynique "Congrès pour la démocratie et le progrès", a gagné la majorité absolue avec 70 des 127 sièges. Au pouvoir depuis 1987, Blaise Compaoré a été réélu en 1998, 2005 et fin 2010. Mais la constitution limite depuis 2002 à

deux le nombre de mandats. Le mandat actuel, qui vient à sa fin en 2015, serait donc légalement le dernier.

Mais depuis les dernières élections parlementaires, Blaise Compaoré tâte de plus en plus ouvertement le terrain pour préparer un changement constitutionnel, qui lui permettrait de rester au pouvoir. Comme il ne dispose pas de la majorité nécessaire à l'Assemblée nationale pour changer la constitution, il prépare la création d'un Sénat comme deuxième chambre législative, afin d'obtenir de cette façon la majorité qualifiée. L'opposition contre toute prolongation de mandat de Blaise Compaoré est forte. Celui-ci a expliqué récemment à la radio RFI : "Je ne veux pas décevoir le peuple qui m'a élu". S'il comprend bien son peuple, il aura la sagesse de ne pas le décevoir et de partir.

Si sa stratégie avec la création d'un Sénat ne fonctionne pas, il a encore un plan B dans sa poche. Un de ses frères, François Compaoré, a été candidat lors des élections parlementaires et a remporté un mandat. Il s'agit du même François Compaoré qui était impliqué dans le meurtre du journaliste Norbert Zongo en 1998. Beaucoup d'observateurs estiment que François Compaoré sera placé comme successeur à son frère Blaise, si celui-là ne réussit pas à prolonger son mandat. Comme au Togo, la population est inquiète et furieuse en même temps et un soulèvement populaire avec tous les risques de violences est à craindre si les tentatives de changement constitutionnel sont poursuivies.



ARFA

Association de recherche et de formation agro-écologique

La souveraineté alimentaire menacée par les effets du changement climatique

ARFA promeut l'agriculture biologique qui permet aux paysans du Burkina Faso de s'adapter aux changements climatiques et d'améliorer leurs revenus.

L'agriculture est le pilier de l'économie burkinabé et source de travail et de vie pour la plus grande partie de la population. Cette forte dépendance de l'agriculture rend le pays très vulnérable aux effets du changement climatique, qui se manifeste sous forme de températures plus élevées, de périodes de sécheresse plus fréquentes, de fortes pluies et d'une mauvaise prévisibilité du temps. Tous ces effets contribuent à

une dégradation croissante des sols, à la réduction de la disponibilité en eau et à la perte de récoltes.

L'agro-écologie : une approche qui aide

L'association de recherche et de formation, ARFA, avec siège à Fada N'Gourma à l'Est du pays, s'efforce depuis 1995 à aider les producteurs locaux à améliorer leurs rendements agricoles avec les techniques de l'agroécologie.

Il s'agit d'une série de techniques agricoles pour améliorer la fertilité des sols et pour maintenir leur humidité sans recours à des intrants chimiques : le compostage, la rotation des cultures, le

paillage, etc. Ces méthodes permettent une augmentation de la production agricole à la portée de tous et sans nuisance à l'environnement.

L'action

Le nouveau programme triennal continue avec cette approche. Il vise l'amélioration de la situation de la population bénéficiaire par voie d'une augmentation de leurs revenus financiers et une meilleure couverture de leurs besoins alimentaires à travers la production et la commercialisation des légumes. Un autre aspect du projet est l'appui à l'alphabétisation fonctionnelle et le renforcement des capacités techniques des paysans.

CN-Bio

ARFA joue également un rôle important au niveau national dans le développement de l'agriculture biologique au Burkina Faso. Une faîtière nationale a été créée lors de la dernière phase, le conseil national d'agriculture biologique (CN-Bio), dont ARFA assure actuellement la présidence. Le CN-Bio regroupe une quarantaine de producteurs et sa première grande activité consistera dans l'élaboration d'un label bio et d'un système de certification participatif pour la commercialisation des produits biologiques sur le marché national.

► www.ong-arfa.org



ARFA développe des techniques agricoles sans recours à des intrants chimiques coûteux.



UBTEC - NAAM

Union des Baoré Tradition d'Épargne Crédit/Naam

Appui au développement des mutuelles de solidarité

Promouvoir l'unité et la solidarité au sein des villages et dispenser des formations de gestion d'épargne et de micro-crédits.

Le partenariat avec l'UBTEC est né de la volonté de l'ASTM et de SOS FAIM Luxembourg de converger leurs actions dans le Sud dans le cadre de leur Accord-cadre (AC) en consortium. C'est en effet le premier projet commun soutenu ensemble par les deux organisations.

Des missions de prospection ont été faites sur le terrain afin d'identifier un partenaire qui pourrait proposer un projet dans lequel ASTM et SOS FAIM arriveraient à joindre leurs compétences et expériences au service d'une action commune. Finalement l'UBTEC, déjà partenaire de SOS FAIM, a été retenue. Cette organisation, qui promeut la microfinance, a besoin d'un appui pour la formation de ses bénéficiaires pour une utilisation et une gestion efficiente des crédits. Pour une bonne réussite de l'action, il est nécessaire de doter les promoteurs et les bénéficiaires des outils nécessaires.

Les mutuelles de solidarité

L'UBTEC est une institution de microfinance au Burkina Faso qui cible avant tout la population rurale, contrairement à la plupart des autres institutions de microfinance dans la région, qui travaillent souvent dans un contexte urbain où les revenus sont plus hauts. Elle



L'UBTEC promeut un système d'épargne basé sur les traditions locales.

SOS Faim-M. Levebvre

veut lutter contre l'extrême pauvreté en proposant un produit financier dérivé du système traditionnel d'épargne dans les villages : les Mutuelles de Solidarité (MUSO). Efficaces et facilement reproductibles, les MUSO reposent sur trois principes fondateurs : l'appropriation, l'accumulation et la structuration du milieu.

Dans une MUSO se regroupent essentiellement des femmes qui vivent dans le même milieu et qui décident de se lier librement. Le groupe fixe le montant de cotisation qui est versée dans une caisse commune à des périodes définies. A un moment donné, le groupe utilise le fond pour mener des activités ou pour accorder des microcrédits à

des membres du groupe. Les modalités d'obtention du crédit et de remboursement sont fixées communément au sein des MUSO. Un volet important est la solidarité : une partie des épargnes est réservée pour une aide financière pour les membres en cas de besoin.

Afin que les membres du groupe puissent gérer efficacement la MUSO, l'UBTEC organise des formations appropriées aux besoins des villageois.



CIDAP

Centre international pour le développement agro-pastoral

Pour une agriculture durable

Le CIDAP forme les jeunes agriculteurs en mettant l'accent sur l'agro-écologie et la restauration de la fertilité des sols.

Après 27 ans d'engagement en milieu rural, le CIDAP a une longue expérience de formation de jeunes techniciens agricoles. Il continue à oeuvrer en faveur des plus démunis de la région de Niamtougou au Nord du Togo, une région très pauvre et caractérisée par l'exode rural des jeunes.

Enseigner les méthodes de l'agriculture durable

Le Centre CIDAP dispose d'une ferme pédagogique avec des infrastructures d'accueil à Baga sur 17 ha. Il dispose également d'un site pédagogique (parcelles agricoles, maraîchage, arbres fruitiers, transformation de produits agricoles) à l'extérieur du Centre s'étendant sur 7 ha. Par son Institut Agricole (IFAEFA), il offre la formation de technicien agricole pour 15 jeunes par année, et accueille 250 étudiants sur les mois d'été, afin de les initier aux méthodes de l'agriculture durable. Les jeunes entrepreneurs diplômés sont accompagnés par après dans leurs petites entreprises.

Depuis 2010, le CIDAP a reçu la reconnaissance officielle de son centre de formation par le gouvernement togolais et les diplômes de technicien agricole reçus après 3 ans de formation sont



Le CIDAP offre des formations de technicien agricole.

dorénavant des diplômes officiellement reconnus. Avec l'appui de la Direction de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (DETFP) de la région de Kara, les évaluations des étudiants en CAP de technicien agricole ont été groupées sous forme d'épreuves combinées pour plusieurs matières.

Au fil des années, le Centre a développé une production propre importante, avec 2500 poules pondeuses, la mise en place de banques de semences et la transformation de produits agricoles, ce qui contribue à une autonomisation financière progressive de l'organisation.

Expérimenter de nouvelles techniques

Depuis 4 années, le CIDAP a mis en place une unité de production et

d'expérimentation à Natoun sur un nouveau site de 7 ha situé à 5 km de la ferme centrale. Cette unité expérimente de nouvelles techniques de production à faibles intrants. Pour fertiliser toutes les cultures, 1300 tonnes de fumiers ont été sorties des élevages et répandues sur les champs.

Des collaborations intenses avec d'autres partenaires de l'ASTM, notamment avec ARFA, sont en cours pour échanger sur les approches de formations et les pratiques agro-écologiques.

L'ASTM prend en charge la majeure partie des salaires des acteurs du Centre et appuie les activités de base.



CED

Centre pour l'Écologie et le Développement

Le CED vise à améliorer les revenus des petits producteurs agricoles

Le CED promeut une société économiquement, socialement et écologiquement durable tout en responsabilisant le paysan.

Depuis le dernier programme, le CED essaie d'agir dans une approche filière en soutenant les organisations de producteurs de leur développement organisationnel à la production jusqu'à la commercialisation des produits.

La filière "maraîchage"

Un premier volet est consacré aux cultures maraîchères, notamment le chou et le haricot vert. Cela a permis au CED d'inciter les acteurs à coopérer entre eux, plutôt que d'agir chacun de son côté. Le chemin parcouru n'a pas été facile, car les intérêts en présence se sont avérés très divergents, ce qui nécessite un travail inlassable de l'équipe du CED. Il s'agit d'amener les acteurs à unir leurs efforts pour pouvoir agir ensemble sur les prix des produits. Ceci passe par la mise en place d'un comité des prix qui a pour principale tâche d'organiser la vente des légumes. L'objectif visé est d'arriver à un prix rémunérateur pour les producteurs.

La filière caprine

À cette filière maraîchère a été ajoutée dans le programme actuel l'élevage de la "caprine", une race de chèvre locale. Cette dernière a été choisie après une étude de marché. L'approche de l'appui



Le CED soutient différentes filières agricoles et donne un appui à la commercialisation des produits.

donné se fait en trois étapes, similaire des celles de la filière maraîchère : 1) renforcement organisationnel, 2) appui à l'élevage, 3) appui à la commercialisation.

Sa promotion bénéficiera également aux maraîchers en leur fournissant de la fumure organique.

L'appui aux producteurs de café

Le troisième volet du programme consiste dans l'appui à des caféiculteurs de la région, en mettant l'accent au renforcement organisationnel de la coopérative. Un petit local de stockage de café a été construit pour améliorer la commercialisation commune du café

récolté et qui servira au même temps comme siège et lieu de rencontre de la coopérative, ce qui devra renforcer la vie associative.

Le centre d'accueil et services (CEDAS) du CED a été inauguré au cours de l'année 2013. Il sert pour organiser une partie des formations du CED et pour augmenter les revenus propres du CED.



LE SALUT

Solidarité en action pour la lutte contre la pauvreté

Instruire une pédagogie participative pour la promotion du maraîchage agro-écologique

Renforcer les petits producteurs maraîchers de la préfecture du Golfe et les amener à connaître les bienfaits d'une agriculture biologique; promouvoir et introduire la fumure organique dans leurs activités maraîchères

Suite à l'évaluation des activités du dernier programme de 2011 à 2013, Le Salut vise à renforcer les acquis mais en adaptant plusieurs volets. Le programme continue à appuyer les petits producteurs maraîchers dans les zones périurbaines de Lomé, mais il essaie davantage de renforcer l'approche agro-écologique de la production et à mieux organiser les producteurs.

Une frange importante des populations dans et autour de la capitale Lomé pratique et vit de l'agriculture, plus particulièrement du maraîchage. Ces producteurs sont les premiers fournisseurs en légumes de cette ville peuplée de plus de 2 millions d'habitants. Les espaces qu'ils utilisent sont surexploités et l'utilisation quasi exclusive d'intrants chimiques dégrade dangereusement la qualité des sols. Les légumes, suite à un apport trop massif d'engrais chimiques, périssent vite, ce qui rend la commercialisation plus difficile.

Ainsi Le Salut sensibilise les petits producteurs par rapport au recyclage d'ordures organiques pour faire du compostage et ainsi utiliser du fumier naturel. Il formera les producteurs

également sur l'utilisation de pesticides à base biologique et l'importance de préserver la fertilité et la santé des terres. Cette stratégie augmente également les revenus des maraîchers, puisqu'ils n'ont plus besoin d'acheter des produits chimiques coûteux.

Changer les habitudes

Changer les habitudes est un long chemin et l'une des approches appropriées pour y parvenir est de travailler sur des sites de démonstration. Un site pédagogique a été mis en place par Le Salut, qui sert comme lieu de démonstration. C'est autour de ce dernier que les principaux travaux pratiques liés à la forma-

tion et la sensibilisation sont faites. Les producteurs doivent s'approprier les pratiques et les vulgariser, notamment en fabriquant leurs propres composte sur leurs lieux de production.

Des visites d'échanges avec d'autres producteurs sont prévues, notamment au Bénin, dans la zone périurbaine de Cotonou. Ces discussions avec des producteurs qui respectent une approche biologique depuis plus longtemps devraient les motiver davantage en leur permettant de découvrir de près qu'une approche agro-écologique peut fonctionner et donner des résultats très encourageants.



Le Salut introduit des techniques agro-écologiques.



GEME-SA

Gens des médias de la région des savanes

Promouvoir les femmes journalistes

GEME-SA accompagne les femmes dans le milieu rural de la région des savanes pour découvrir le monde des médias et les opportunités à saisir avec l'objectif de les amener à s'intéresser au métier du journalisme.

De par la faible urbanisation de la région des savanes, tout au Nord du Togo, et de par sa grande distance de la capitale, la population est coupée des sources d'information. Les gens n'ont pas accès à l'Internet et ne disposent que d'un accès très limité à la télévision. Les journaux nationaux arrivent avec un jour de retard et le faible taux d'alphabétisation fait que peu de personnes peuvent les consulter. Les radios locales par contre permettent de toucher un grand nombre de personnes. Elles sont très écoutées par la population.

Renforcement du rôle des femmes dans les médias

Les organes de presse publics comme privés, importants pour le développement rural, sont marqués par une présence marginale des femmes. Cette faible représentation a un effet limitatif dans le rôle des femmes dans le développement. Alors que les femmes écoutent beaucoup les radios, elles produisent elles-mêmes très peu d'émissions. Ce désintéressement des femmes aux médias constitue une entrave à l'information et à l'éducation civique de la population et freine le renforcement du statut de la femme.

Intéresser les femmes au métier du journaliste

L'organisation Gens des Médias des Savanes (GEME-SA) vise à former des femmes dans le milieu rural en matière de médias. Elle organise des journées portes ouvertes pour rendre visible les médias, donne un appui aux femmes pour produire des émissions ciblées sur les femmes et donne chaque année des prix aux meilleures journalistes.

Grâce à ses activités, GEME-SA permet aux femmes d'avoir un cadre d'échange. Pour agrandir l'impact, les émissions sont retransmises, dans la mesure du possible, de façon synchronisée sur 7

radios locales de la région. Peu à peu, GEME-SA va accompagner les femmes de la région des Savanes à découvrir le domaine des médias et les opportunités à saisir, l'objectif essentiel étant d'amener les femmes à s'intéresser au métier du journalisme.

Le projet est exécuté et soutenu par les deux journaux locaux existants et sept stations de radio qui émettent les émissions produites par les femmes : quatre chaînes de radio et un journal écrit dans la ville de Dapaong, deux chaînes de radio et un journal à Mango, ainsi qu'une chaîne de radio à Cinkassé.



GEME-SA essaie d'intéresser les femmes au métier de journaliste.



INADES

Institut Africain pour le Développement Economique et Social

Le développement durable par l'agroforesterie

Produire de façon durable, mais économiquement viable dans un système de production intégré, dans lequel rien ne se perd et tout est recyclé.

La zone de l'action se situe dans la préfecture de Tchamba (Région centrale du Togo), à 270 km au nord de Lomé. Les habitants de cette région vivent majoritairement de l'agriculture à petite échelle.

Adaption de familles paysannes à l'agriculture durable

Les pratiques agro-écologiques sont moins développées dans cette zone, ce qui entraîne la dégradation rapide des terres cultivées. L'action part du constat qu'il est indispensable d'associer des actions de développement économique à la démarche de gestion durable des ressources naturelles, afin d'en garantir la pérennité. Dans ce sens, un accent est



INADES mise sur la participation libre des paysans.

mis sur l'appui à une production agricole écologiquement soutenable, mais qui reste économiquement viable.

Les producteurs agricoles sont accompagnés dans le développement de systèmes d'exploitation intégrés (productions végétales, animales et sylvicoles) où rien ne se perd, mais tout est transformé et recyclé, afin de mieux valoriser le potentiel de ressources naturelles locales.

Il existe par exemple une gamme de plantes fertilisantes locales qui seront utilisées pour augmenter la productivité des terres sans intrants chimiques. Ces plantes sont pour la plupart des légumineuses qui permettent de fixer l'azote dans les sols et de produire une importante biomasse qui peut être utilisée à différentes fins : compostage, fourrages pour les animaux et bois de chauffe.

Les producteurs seront formés sur des pratiques agro-écologiques pour la sauvegarde et/ou la restauration de la fertilité des sols. La formation des membres des coopératives sera basée sur la méthodologie des champs écoles qui constituent à la fois un terrain pédagogique et une source de revenus pour les exploitants qui les valorisent.

Le partenaire Inades-formation Togo

L'Institut Africain pour le Développement Economique et Social (INADES-Formation Togo) est une ONG de développement spécialisée dans la formation et l'appui-accompagnement. Sa mission



INADES organise des formations en agro-écologie.

est de travailler à la promotion sociale et économique des populations rurales grâce à des méthodes d'intervention basées sur la pédagogie des adultes et qui privilégient la participation libre et responsable des intéressés à la transformation de leurs sociétés.



CADR

Centre d'Action pour le Développement Rural

Redynamiser la cohérence sociale dans les villages et augmenter la production agricole

LE CADR donne un appui aux Comités Villageois de Développement qui sont chargés de mobiliser des ressources et de trouver des voies pour le développement des villages.

Les liens de solidarité traditionnels entre la population au sein d'un village s'affaiblissent de plus en plus. Ceci est dû à l'augmentation de la population et à un changement des modes de vie. Ce constat peut se faire également dans les préfectures de Kpato et de Kpélé dans lesquelles la cohésion sociale devient de plus en plus faible. Ce manque d'unité de la population entraîne une dégradation de l'environnement social, économique et écologique et par

conséquent une dégradation des conditions de vie de la population locale.

Les acteurs désignés par la loi pour se charger du développement local sont les Comités Villageois de Développement (CVD). Installés dans presque tous les villages, ils sont chargés de la mobilisation des ressources et de trouver des voies pour le développement des villages. Cependant, du fait de l'absence de formations adéquates, les CVD ne sont souvent pas capables d'assumer leur rôle important de promoteur du développement.

Formation des promoteurs locaux du développement

La présente action vise à renforcer les compétences des CVD en les formant à

leurs rôles et responsabilités. De même, il est indispensable de mieux organiser les acteurs locaux pour promouvoir des actions de mobilisation communautaire pour maintenir la cohésion au sein des communautés.

Augmentation de la productivité agricole

L'agriculture est le principal secteur d'activité des populations rurales. Les populations pratiquent principalement une agriculture de subsistance qui est souvent peu respectueuse de l'environnement et vendent les faibles surplus sur des marchés locaux. Notre partenaire CADR œuvre pour une augmentation du rendement agricole en donnant des formations sur la maîtrise de l'itinéraire technique de la production maraîchère et céréalière et en apportant un appui d'accompagnement régulier des producteurs agricoles. Les actions sont couplées à une sensibilisation pour préserver la nature et à des actions de reboisement.

L'action comprend également un volet important de renforcement du CADR pour pouvoir mieux agir comme acteur de développement. Il s'agit notamment d'une formation de l'équipe du CADR sur la gestion administrative, financière et comptable. Cette formation est donnée par le partenaire de l'ASTM de longue date, le Centre pour l'écologie et le Développement (CED) à Danyi-Apéyémé.





en coopération avec

palestine

ALROWWAD

Pionniers de la vie

INDE

SANTULAN

Social animation towards united liberative action

JANA JAGARAN

Awakening the masses

CHINTAN

Environmental Research and Action Group

SOBTI

Accompanying and assisting people in need

PHILIPPINES

NE-CBHP

Nueva Ecija Community-Based Health Program

KMP

Kilusang Magbubukid ng Pilipinas

PNFSP

Philippine Network of Food Security Programmes

MASIPAG

Magsasaka at Siyentista Tungo sa Pag-unlad ng Agrikultura

PDG

Paghida-et sa Kauswagan Development Group



ALROWWAD

Pionniers de la vie

Le travail culturel et la formation professionnelle comme moyens de résistance

Le centre Al Rowwad s'efforce de donner aux jeunes du camp de réfugiés Aïda à Bethléem l'espoir et de réelles perspectives d'avenir.

Environ 66% des 5 000 habitants du camp de réfugiés d'Aïda à Bethléem ont moins de 18 ans. Le camp est dépourvu d'espaces verts et de terrains de jeu, les habitations sont encerclées par des camps militaires israéliens, des tours de tireurs d'élite et des points de contrôle militaires israéliens. L'exposition à cette situation de violence continue entraîne des problèmes psychologiques et émotionnels parmi les enfants et leurs familles. De plus, le taux de chômage de 77 % fait que la population, tout particulièrement les jeunes, ne voit pas de perspectives réelles pour l'avenir.

Des programmes pédagogiques et culturels

Le Centre Alrowwad est un centre culturel et de formation, situé dans le camp de réfugiés d'Aïda. Fondé en 1998, Alrowwad (Pionniers pour la vie) travaille en faveur du développement de l'enfant, de la jeunesse et de la femme par le biais de programmes pédagogiques et artistiques. Un des objectifs principaux est d'offrir aux jeunes du camp un espace dans lequel ils peuvent surmonter le stress en développant leur créativité par la voie d'activités non-violentes (le théâtre, la danse, la photographie et le sport). Le Centre gère également une ludothèque mobile destinée aux enfants et organise des festivals de cinéma en plein air.

Tous ces éléments font partie du con-

cept de "Belle Résistance" développé par Alrowwad ; en mettant en avant la culture palestinienne comme moyen de résistance, il cherche à casser les stéréotypes associés au peuple palestinien.

Des jeux pour les villages isolés

Dans un nouveau projet commencé en janvier 2013, Alrowwad veut poursuivre et approfondir les activités de formation en menuiserie pour des jeunes du camp. L'accent est mis sur la fabrication de jeux qui peuvent être utilisés dans les jardins ou groupes d'enfants en Cisjordanie, avant tout dans les villages ou quartiers les plus défavorisés et isolés par le Mur de séparation. Dans ces villages, les jeux adéquats manquent souvent. Alrowwad assure aussi une formation pédagogique des jeunes pour qu'ils apprennent les techniques nécessaires permettant une utilisation optimale des jeux dans des groupes d'enfants.

Au cours du projet triennal, Alrowwad veut aussi améliorer la qualité des jeux, élément important du point de vue de la commercialisation des produits vers les écoles et crèches, ce qui constitue un objectif à moyen terme du projet et qui va contribuer à son autofinancement.

► www.alrowwad-acts.ps



Les formations en menuiserie et en informatique sont un grand succès.

Inde

Le nouveau décret sur la sécurité alimentaire: solution miracle à la “honte nationale de la faim” ?

Alors qu'en 2012, au moment de la publication d'un rapport sur la faim en Inde, le Premier ministre Manmohan Singh avait qualifié l'énorme problème de la malnutrition dans son pays de “honte nationale”, le problème de l'insécurité alimentaire est resté un sujet central au cours de 2013. Deux événements en particulier ont attiré l'attention du public au problème en Inde et au-delà. Début juillet, le gouvernement a adopté un décret visant l'expansion du programme de sécurité alimentaire existant pour qu'il touche 67 % de la population, soit environ 800 millions de personnes. Projet favori de Sonia Gandhi, présidente du Parti du Congrès, le programme se veut le plus important programme de distribution alimentaire du monde. Puis, encore en juillet, la mort de 23 enfants d'une école dans l'Etat de Bihar a bouleversé l'opinion publique. Les décès sont survenus après avoir mangé un repas de midi contaminé par des pesticides. L'incident tragique a déclenché une discussion sur la sécurité des repas de midi distribués gratuitement dans les écoles dans le cadre d'un programme gouvernemental.

La nécessité d'agir en faveur d'une amélioration de la situation de la sécurité alimentaire en Inde ne fait aucun doute. Plus de 400 millions d'Indiens vivent en-dessous du seuil de pauvreté et plus de 40 % des enfants sont sous-alimentés; le taux le plus haut du monde. Selon l'Indice de la faim dans le monde 2013 publié récemment par l'IFPRI, Welthungerhilfe, Concern Worldwide et ACTED, le pays est classé à la 63ème place, ce qui représente une petite amélioration

de deux places par rapport à 2012, mais il se trouve encore derrière le Niger, le Pakistan et le Bangladesh.

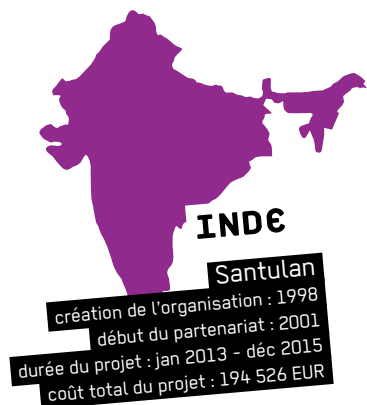
Les critiques du décret susmentionné visent plutôt la question de son efficacité en tant qu'instrument pour résoudre le problème de la faim d'une manière durable. Par exemple, le fait que le gouvernement veut se baser sur des dispositifs existants comme le Système Publique de Distribution (PDS), qui n'arrive pas à assurer une distribution correcte et juste des denrées alimentaires de base à cause des problèmes de corruption et d'inefficacité, n'inspire pas la confiance. En plus, l'adoption précipitée du décret pendant une période de campagne électorale est vue par nombreux opposants comme une tentative populiste désespérée pour améliorer l'image du parti du Congrès, souffrant d'une baisse de popularité à cause de l'affaiblissement de l'économie et de plusieurs scandales de corruption.

Les critiques soulevées par de nombreuses organisations de la société civile remettent en cause la base du décret, qui se limite à un système de distribution d'aide sans adresser les vraies causes de la faim. Cet avis est partagé par l'activiste environnementale Vandana Shiva qui déplore le manque d'une vision holistique du système alimentaire. Elle considère que les causes fondamentales de la faim en Inde sont directement liées à des politiques fautives orientées vers une agriculture industrielle basée sur la production de cultures de rente, l'utilisation d'intrants chimiques coûteux et de variétés OGM,

ainsi que d'un manque d'appui aux petits producteurs. Elle revendique un changement de priorité vers une agriculture écologique qui permette aux producteurs de vivre d'une manière digne de leur travail tout en améliorant la valeur nutritive des cultures et assurant la souveraineté alimentaire du pays. Shiva décrit le décret comme une tentative de “mettre en place un toit sur une maison sans avoir construit les murs porteurs”.

Le rapport de l'Indice de la faim dans le monde 2013 mentionné ci-dessus, qui a comme sujet “Le défi de la faim : construire la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable”, contient la témoignage d'une paysanne indienne qui dit : “Grâce à la réintroduction de la polyculture basée sur le culture de mil et le refus des semences hybrides et d'intrants chimiques mis à disposition par le gouvernement [...] et par certaines ONG, nous avons réduit notre dépendance des intrants externes. Nos revenus ont augmenté et nos dettes ont baissé”.

C'est aussi la vision de notre partenaire SOBTI, qui s'engage à réintroduire les techniques traditionnelles écologiques utilisées par les indigènes dans l'Etat de Maharashtra. Même s'il s'agit d'un travail à longue haleine, le fait que les avantages de l'agro-écologie sont de plus en plus reconnus, nous encourage à continuer à soutenir les efforts des partenaires agissant dans ce sens.



SANTULAN

Social Animation Towards United Liberative Action

L'éducation de base comme premier pas vers une vie digne

Santulan s'engage en faveur des travailleurs dans les carrières de pierre à Pune dans l'Etat de Maharashtra.

Les conditions de travail des millions de travailleurs des carrières en Inde sont déplorables. Leurs familles n'ont pas accès à des services sociaux, à des habitations décentes, à des assurances maladie, au droit de vote ou à des écoles pour leurs enfants.

Notre partenaire Santulan travaille depuis 1997 pour rendre la dignité à ces familles dans les alentours de la ville de Pune dans l'Etat de Maharashtra, en exigeant que les autorités garantissent leurs droits fondamentaux.

L'importance de l'éducation

Avec la conviction que l'éducation de base joue un rôle indispensable dans le développement, Santulan en a fait un de ses champs d'action prioritaires depuis sa création en 1997. Santulan a développé un système d'éducation informelle bien adapté à la situation spécifique des enfants des carrières : les enfants participent aux cours d'instruction selon leur propre disponibilité, ils font l'objet d'un suivi médical régulier et reçoivent aussi un repas équilibré à l'école pour pallier leur situation de sous-alimentation.

Un paquet d'activités

Dans le nouveau projet 2013-2015, en dehors de la gestion des écoles et des activités de lobbying visant leur prise en



Grace à l'action de Santulan, les travailleurs des carrières obtiennent des papiers d'identité.

charge par l'Etat, Santulan prévoit aussi l'installation de 40 postes de secours dans autant de centres scolaires ainsi que l'intervention du gouvernement pour la création de 3 centres médicaux de base dans les zones des carrières.

Pour pallier les graves situations qui se produisent à la suite d'accidents de travail, Santulan exerce des pressions sur le gouvernement afin que tous les travailleurs soient couverts par une assurance vie/accident. Enfin, il y aura beaucoup de lobbying pour que les droits déjà reconnus par l'Etat soient accessibles aux communautés des carrières (ravitaillement, logement, droit de vote, etc.) Par ailleurs, Santulan

continue d'organiser chaque année une Convention des Enfants et un Camp d'entraînement au leadership pour les enfants, pour les préparer à relever le défi et à prendre en main leur propre futur.



JANA JAGARAN

Intervenir sur plusieurs fronts pour assurer la réussite du projet

Jana Jagaran travaille pour le développement de communautés locales fortes et capables de jouer un rôle actif dans les zones rurales autour de Belgaum, dans le nord du Karnataka

Dans une approche participative du développement, Jana Jagaran vise à la transformation des structures injustes de la société indienne et utilise les ressources existantes au sein des populations bénéficiaires pour activer le processus de leur développement. Il gère toute une panoplie de programmes, y inclus l'appui aux communautés des bergers et la construction des digesteurs de biogaz, qui ont bénéficié de l'appui de l'ASTM dans la passé. Comme ces activités sont actuellement

financées par d'autres bailleurs, Jana Jagaran nous a proposé que le nouveau projet dès 2013 soit orienté spécifiquement à l'amélioration du statut des femmes.

Les femmes, un pilier portant aussi en Inde

Le nouveau projet a débuté en janvier 2013 et prévoit deux types d'activités qui concernent principalement les femmes des zones rurales. Celles-ci assurent depuis toujours une grande partie des revenus familiaux mais ne jouissent que d'une très faible considération. Les activités sont :

1) Une formation professionnelle en couture qui poursuit trois objectifs : donner aux jeunes filles des compétences utiles pour un travail, développer leur estime de soi et retarder d'un an leur

mariage afin de réduire le nombre de mariages précoces. Cette formation est complétée par des formations pour le développement de la personnalité et la prise de conscience de ce qui a trait au statut de la femme au sein de la famille, à ses droits, à sa santé et aux tabous socio-culturels qui affectent les jeunes filles et les femmes.

2) La création et l'appui de groupes d'entraide qui s'activent dans la micro-finance et dans la revendication des droits des femmes et de la famille. Ces groupes existent depuis de nombreuses années et sont composés principalement de femmes appartenant aux basses castes ou à la population indigène. En 2012 ils avaient atteint le nombre de 600. Avec le nouveau projet triennal JJ prévoit la création de 150 nouveaux groupes. Il y aura donc 750 groupes avec 11.250 membres à soutenir et à renforcer à travers plusieurs types d'activités allant des formations pour le développement de la personnalité et l'estime de soi, à celles en agriculture bio ou en microfinance. Ils sont combinées à des actions au niveau du gouvernement local ou national pour le respect de leurs droits et l'introduction de nouvelles mesures d'aide aux populations délaissées.

Afin de renforcer leur pouvoir en tant que groupes de pression pour leurs différentes revendications, le nouveau projet prévoit la création de fédérations des groupes d'entraide à plusieurs niveaux.



Les ateliers de couture de Jana Jagaran permet aux femmes d'augmenter leur indépendance.



SOBTI

Accompanying and assisting people in need

Lutter contre les expulsions des communautés indigènes de leurs terres

SOBTI aide les communautés indigènes de Maharashtra dans leur lutte pour la survie économique et la défense de leurs terres traditionnelles

Malgré l'importance accrue du travail rémunéré, avant tout parmi les jeunes, l'agriculture familiale reste le pilier le plus important pour la survie économique des communautés indigènes Adivasi des régions rurales de l'état de Maharashtra. Cependant, plusieurs facteurs mettent de plus en plus leur style de vie en question. La pression sur la terre occasionnée par l'expansion rapide des villes de Mumbai et de Pune augmente et la déforestation à grande échelle rend l'accès à la forêt de plus en plus difficile, laquelle représente pour les communautés indigènes une source importante de nourriture, de médicaments et de produits qui peuvent être vendus pour avoir un revenu. Malgré l'existence des lois protégeant le droit des Adivasi aux terres qu'ils travaillent, il est presque impossible de se défendre contre les grands projets commerciaux.

Assurer les droits fonciers

L'organisation SOBTI s'engage depuis 1992 en faveur des communautés indigènes de l'Etat de Maharashtra, notamment dans le domaine des droits fonciers et de l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. L'approche de SOBTI est d'amener les communautés bénéficiaires vers une autonomie croissante ; l'accent est



Le projet aide les indigènes Adivasi à obtenir des titres fonciers sur leurs terres.

mis sur la formation de membres des communautés en tant qu'animateurs locaux qui peuvent assurer la poursuite des activités lancées après la fin de l'accompagnement par SOBTI. Une analyse des différentes sources de revenu faite par SOBTI en 2012 a confirmé l'importance d'assurer les droits fonciers des Adivasi et de promouvoir des activités économiques agricoles et liées à la forêt comme moyen de subsistance durable et comme protection contre le risque d'une dépendance des emplois rémunérés abusifs.

Préserver et valoriser la biodiversité

Le projet actuel poursuit deux objectifs. D'une part, il vise à aider les familles Adivasi du district de Raigad à obtenir

les documents nécessaires pour l'acquisition des titres fonciers pour les terres qu'ils utilisent. D'autre part, SOBTI veut promouvoir la pratique de l'agriculture biologique dans 30 villages avec le but d'améliorer la production agricole et d'augmenter la biodiversité. Il s'agit de former des représentants des villages aux techniques de l'agriculture biologique pour qu'ils les transmettent aux producteurs de leurs villages. En plus, SOBTI prévoit la création de banques de semences traditionnelles et l'échange de semences entre producteurs, afin d'améliorer la disponibilité des différentes variétés et de les rendre moins dépendants des commerçants.



CHINTAN

Environmental Research and Action Group

La lutte pour la justice sociale et écologique

Chintan s'engage pour une amélioration de la situation des recycleurs informels de déchets et pour des politiques axées sur une gestion de déchets écologique et sociale.

Avec une population d'environ 16 millions d'habitants, la gestion des déchets représente actuellement un des problèmes centraux pour la ville de Delhi. Les déchets représentent un danger sanitaire et environnemental croissant, mais, en même temps, constituent une source importante de revenu pour environ 200 000 recycleurs informels de la ville qui ramassent, trient, composent et revendent les ordures. Grâce à leur travail, ces recycleurs contribuent également à la réduction des gaz à effet de serre.

Cette source de revenu est menacée par la politique du gouvernement de Delhi qui mise sur des incinérateurs industriels. Cette solution est très problématique du point de vue environnemental à cause des émissions extrêmement dangereuses mais aussi du point de vue social, en raison de la perte d'emploi des recycleurs.

Un travail diversifié

L'organisation Chintan se bat depuis 1999 pour des politiques plus respectueuses de l'environnement et pour les droits des recycleurs de déchets de Delhi. Le travail, assuré par une équipe de 20 personnes avec des compétences très diverses, consiste en des activités



A Delhi, il existe environ 200 000 recycleurs de déchets informels.

de recherche scientifique et de plaidoyer en faveur d'une politique de déchets respectueuse de l'environnement. En même temps, Chintan appuie le renforcement des capacités des recycleurs informels de la ville. Un programme implémenté en collaboration avec l'organisation des recycleurs soulève également le problème des enfants qui travaillent dans la collecte des déchets dans des conditions extrêmement dangereuses et sans accès à l'éducation scolaire.

Un nouveau projet

Les différentes activités du projet 2013 - 2014 visent à améliorer le statut des récupérateurs de déchets de la ville de Delhi. Il s'agira de les munir des compétences nécessaires pour mieux négocier

avec les municipalités et des entreprises de gestion de déchets. Chintan va aussi continuer à suivre les politiques de la gestion de déchets à plusieurs niveaux et l'impact de ces politiques sur les récupérateurs. Par le biais des campagnes de sensibilisation, Chintan informera tous les acteurs impliqués dans la gestion de déchets et le grand public sur les problèmes des recycleurs et leur contribution importante à la réduction des gaz à l'effet de serre. Dernièrement, des activités de plaidoyer sont prévues visant une meilleure implication du secteur informel dans le développement et l'implémentation des politiques de gestion de déchets par les municipalités et les entreprises concernées.

► www.chintan-india.org



Philippines

Le mythe de la croissance inclusive

Pendant que la croissance économique de la plupart des économies d'Asie de l'Est est en train de ralentir ou de marquer le pas, l'économie Philippine est en plein essor, stimulée en grande partie par les transferts de fonds des travailleurs émigrés à leurs familles restées au pays qui provoquent une forte consommation intérieure. Dans un bilan des économies asiatiques publié en octobre 2013, la Banque Mondiale prévoit un taux de croissance de 7 % en 2013 et 6,7 % en 2014 pour le pays. En 2012, l'indice boursier philippin a connu la plus forte progression de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (près de 40%) et le peso s'est apprécié de 6,1%. Le pays était remonté dans les classements des agences de rating. Selon la BNP Paribas, "les réformes entreprises pour réduire les fragilités de l'économie sont efficaces et commencent à porter leurs fruits".

Cependant, la croissance économique récente n'a pas eu d'impact sur le taux de la pauvreté, qui se situe selon les chiffres officielles à environ 28 % mais qui est probablement beaucoup plus élevé. Selon l'Institut de recherche socioéconomique IBON, le gouvernement donne une fausse image, en fixant le seuil de pauvreté à PHP 52 (€ 0,90) par jour, ce qui ne suffit pas du tout pour couvrir les besoins quotidiens. Cette modification de la méthodologie vers le bas a permis au gouvernement de rapporter une incidence de la pauvreté en baisse pendant les derniers ans, mais l'application d'un seuil réaliste montre que l'incidence de la pauvreté est restée inchangée depuis quinze ans. Même

la Banque Mondiale a fait remarquer que la forte croissance économique ne se traduit pas en une réduction de la pauvreté qui affecte la grande partie de la population et a souligné le besoin d'un développement renforcé du secteur agricole et de production.

En plus, pendant la période de la croissance rapide économique, le nombre de personnes sans emploi ou sous-employées a augmenté de 10,9 millions en avril 2010 à 11,9 millions en avril 2013. Les secteurs les plus affectés sont les agriculteurs, les pêcheurs et les ouvriers non qualifiés. Le problème est que les secteurs responsables pour la hausse économique sont peu susceptibles de créer des emplois stables et de qualité, par exemple le secteur immobilier, les services délocalisés aux entreprises (Business process outsourcing, BPO) et les jeux de hasard.

Si la situation de la pauvreté aux Philippines n'a pas évolué sensiblement depuis la fin de la dictature de Marcos en 1985, il en va de même pour la situation des plus riches du pays qui continuent à dominer les secteurs de l'économie les plus lucratifs : le secteur immobilier, les ports, la construction, le commerce, l'énergie, l'industrie extractif, la télécommunication, finances et les industries agroalimentaires. En 1985, 20 % des familles ont disposé de 52,1 % des revenus familiaux totaux; en 2009 le 20 % des plus riches disposaient de 51,9 % des richesses.

Dans ses discours publics, le président actuel, Benigno Aquino III, insiste ré-

gulièrement sur la nécessité d'assurer une "croissance économique inclusive", et que les richesses ne soient pas concentrées uniquement dans les mains d'une minorité. Cependant, les politiques menées par son gouvernement depuis 2010 visent plutôt à créer des conditions favorables pour les grandes entreprises nationales et internationales que pour la réduction de la pauvreté. A défaut de mesures en faveur d'un vrai développement durable du pays, le gouvernement a introduit un vaste programme populiste des transferts conditionnels en espèces aux familles démunies.

Si Aquino veut vraiment atteindre une croissance inclusive, il devrait changer ses politiques, en agissant par exemple plus contre la corruption et tout particulièrement le "Pork Barrel". Il s'agit d'un système controversé de montants forfaitaires annuels alloués aux membres du Congrès, les sénateurs et le président lui-même pour réaliser des projets de développement dans leurs circonscriptions. Actuellement, le pays est scandalisé par des révélations de détournements énormes de fonds du Pork Barrel. Le président a annoncé l'abolition du programme, mais il semble qu'il ne s'agisse juste d'un changement de nom pendant que les subventions seront maintenues.



NE - CBHP

Nueva Ecija Community-Based Health Program

Combattre les obstacles structurels au droit à la santé

NE-CBHP aide les communautés rurales de Nueva Ecija à organiser leurs propres services de santé et à comprendre les causes sous-jacentes de leur pauvreté

Le Président Aquino s'est engagé à créer un système holistique qui réponde aux besoins de santé de toute la population. Mais le fait que 70 % de la population n'a jamais consulté un médecin, montre que cela est loin d'être le cas. Entre autres, la décentralisation de la santé publique promue par le gouvernement a comme conséquence que les autorités locales, devenues responsables pour les dispositifs de santé, manquent de moyens pour garantir des soins de qualité. C'est le cas surtout dans des régions rurales. Des groupes de la société civile travaillant pour le droit à la santé sont de l'avis que l'extension de l'assurance maladie de l'Etat à toute la population introduite en 2013 serait inutile si le gouvernement n'arrivait pas à assurer le bon fonctionnement des centres de santé et hôpitaux publics.

Pour le bien-être de la population rurale

L'objectif principal de NE-CBHP est d'aider les communautés rurales de la Province de Nueva Ecija à mettre en place des systèmes de santé de base gérés d'une manière autonome par les organisations locales pour répondre au manque de services adéquats de l'Etat. En même temps, NE-CBHP amène les communautés à une analyse des causes



fondamentales de leurs problèmes de santé: la distribution injuste de la terre et les politiques inutiles de santé de l'Etat. L'approche critique de NE-CBHP et son engagement en faveur des plus démunis provoque souvent des attaques, en partie violentes, contre ses collaborateurs et des membres des communautés participant à ses programmes.

Une période difficile

Actuellement, l'équipe de NE-CBHP est en train de se reprendre après une période difficile. Plusieurs collaborateurs ont quitté l'organisation à cause des harcèlements des unités de l'armée stationnées dans la région. Mais malgré ces difficultés, le travail dans les com-

munités n'était presque pas entravé. Le projet a comme objectif de reprendre le travail avec des communautés affectées par la militarisation et de commencer des activités dans certains nouveaux villages. Un élément central est la mise en place, le suivi et le renforcement des programmes de santé de base. Les activités incluent la formation continue des agents de santé de base, les activités de sensibilisation sur la santé, la promotion d'une bonne nutrition auprès de la population et la création de potagers pour la production de légumes et de plantes médicinales.



KMP

Kilusang Magbubukid ng Pilipinas

Lutter contre le pillage des ressources naturelles et pour une vraie réforme agraire

Le KMP est une organisation paysanne qui lutte pour une vraie réforme agraire aux Philippines et pour une agriculture écologique sans OGM.

Aux Philippines, la survie économique des petits paysans devient de plus en plus difficile. D'une part, la production agricole est menacée par l'impact du changement climatique qui entraîne des saisons de pluie de durée incertaine et des précipitations plus intensives. D'autre part, l'accès des paysans à la terre productive est régulièrement compromis par la conversion des terres agricoles pour la production de cultures de rente destinées à l'exportation, la production des agrocarburants, des

opérations minières ou le développement d'infrastructures touristiques. L'impact de la réforme agraire actuelle, initiée en 1988, reste négligeable, dû à la forte résistance des grandes propriétaires foncières qui dominent la vie politique.

Un mouvement fort

Le KMP, une organisation qui représente 2 millions de paysans et de travailleurs agricoles, revendique depuis 1985 des politiques gouvernementales qui répondent aux besoins des paysans: l'accès à la terre, la mise à disposition des moyens de production et des crédits abordables. Le mouvement s'engage aussi en faveur de l'utilisation de variétés de riz traditionnelles ainsi que la promotion

de techniques agricoles biologiques - une méthode qui est intéressante en termes de santé et pour la situation économique des producteurs. Le KMP agit au niveau national, régional et local et joue aussi un rôle actif dans plusieurs réseaux internationaux comme La Via Campesina, Asian Peasant Coalition et Pesticide Action Network Asia.

Organiser des campagnes

En janvier 2013 un nouveau projet triennal a commencé. Pour cette période, le KMP a identifié trois champs d'action: le renforcement de la campagne en faveur d'une vraie réforme agraire et contre l'introduction des OGM, la promotion d'une production agricole agro-écologique et le développement d'un système de commercialisation qui permettra aux paysans de mieux valoriser leurs produits.

Pour ce dernier volet du travail, qui constitue une nouvelle démarche pour l'organisation, le KMP va adopter une approche progressive, en cherchant des collaborations avec d'autres organisations qui disposent déjà de l'expérience avec la mise en place des systèmes de commercialisation des produits agricoles.

► www.kilusangmagbubukid.org



Le syndicat paysan KMP veut mettre en place un système de commercialisation de la production.



PNFSP

Philippine Network of Food Security Programmes

Aider les paysans aux Philippines à améliorer leur production

Le PNFSP aide des organisations paysannes aux Philippines à mettre en valeur leurs expériences et à améliorer leur fonctionnement.

Malgré une reprise économique marquée aux Philippines, le nombre de ceux qui souffrent de la pauvreté et de la faim continue à augmenter. Le taux des sous-alimentés est particulièrement élevé dans les régions rurales. Plusieurs facteurs y contribuent: la distribution inégale de la terre, la pression sur la terre pour des projets industriels, le manque de systèmes de production moderne et l'impact du changement climatique. En plus, le gouvernement n'alloue que moins de 3 % de son budget à l'agriculture, aux appuis directs aux exploitations agricoles.

Un réseau national s'engage

Le réseau PNFSP a été créé en 2005 par 25 ONG philippines travaillant dans le domaine de la souveraineté alimentaire. Face à la situation lamentable de la sécurité alimentaire dans leur pays, elles ont décidé de se mettre ensemble pour faire avancer l'accomplissement du droit de la population à l'alimentation. L'équipe de huit personnes à Manille essaie de renforcer les programmes de souveraineté alimentaire de ses membres en organisant des échanges d'informations et d'expériences, les aide avec la recherche de financement pour leurs projets et avec le renforcement de leurs capacités institutionnelles. En outre, le réseau s'engage activement



PNFSP promeut l'apprentissage mutuel entre les membres de la plateforme.

dans des activités de recherche et de plaidoyer en faveur d'une agriculture durable et de la souveraineté alimentaire.

Un processus d'apprentissage mutuel

L'objectif du programme actuel vise le renforcement des capacités des organisations membres au niveau de la gestion de leurs projets et de leur organisation institutionnelle, ainsi que l'implémentation des activités de plaidoyer et de sensibilisation. Un accent fort est mis sur l'apprentissage mutuel et des échanges entre les différents membres du réseau. Les organisations ayant plus d'expérience dans un certain domaine d'activité transmettent ces expériences à d'autres. Par exemple, plusieurs organisations ont visité

une coopérative mise en place par un membre du réseau sur l'île de Masbate pendant une semaine afin d'avoir une initiation à la gestion des coopératives et les travaux quotidiens nécessaires.

Un autre volet important consiste dans le développement des technologies appropriées durables, comme par exemple une machine qui permet aux paysans de sécher leur riz pendant la saison pluvieuse ou une pompe à l'eau actionnée par le courant de l'eau de la rivière.

Le projet actuel termine en décembre 2013; un nouveau projet est en train d'être élaboré.

► www.pnfsp.org/



MASIPAG

Magsasaka at Siyentista Tungo sa Pag-unlad ng Agrikultura

A la pointe de la lutte pour une agriculture biologique

MASIPAG se bat pour une agriculture biologique et sans OGM qui vise la reprise du contrôle de l'agriculture par les paysans.

Malgré le nombre croissant de preuves qui témoignent des impacts négatifs des organismes génétiquement modifiés (OGM) pour la santé, l'environnement et pour la situation socioéconomique des paysans, le gouvernement philippin continue à pousser l'introduction des OGM. Toutefois, les actions des partisans d'une agriculture biologique, qui attirent l'attention des décideurs politiques et du grand public sur les risques potentiels d'une agriculture basée sur les produits chimiques et OGM, commencent à porter leurs fruits.

À titre d'exemple, la Cour d'Appel aux Philippines vient de confirmer sa décision de mai 2013 interdisant des essais avec des variétés d'aubergine OGM suite à une pétition introduite par MASIPAG, Greenpeace Philippines et autres.

Un partenariat fort entre paysans, scientifiques et ONG

MASIPAG, un réseau d'organisations paysannes, d'ONG et de scientifiques, défend une agriculture écologique basée sur les connaissances traditionnelles des paysans. La valorisation des variétés de riz autochtones, comme alternative aux sortes hybrides et OGM, est un élément central de leur travail. En plus, MASIPAG développe par croisement de nouvelles variétés bien adaptées aux conditions locales. La formation des

paysans aux méthodes de l'agriculture biologique, la facilitation des échanges de semences et d'informations entre les paysans, ainsi qu'au plaidoyer en faveur de l'agro-écologie sont d'autres domaines d'activité importants. Les méthodes prônées par MASIPAG ont fait leurs preuves dans de nombreuses communautés partout dans le pays qui constatent un bon rendement, une excellente qualité des produits ainsi que des bénéfices pour leur santé et pour leur environnement.

Des organisations locales fortes

Le nouveau projet 2013-2015 vise le lobbying politique, le renforcement des compétences des organisations locales de MASIPAG, ainsi que le renforcement de plusieurs réseaux dans lesquels notre partenaire joue un rôle actif. Les actions de lobbying visent la prise des décisions à tous les niveaux en faveur de l'agriculture durable. Un but important sera d'obtenir une modification de la loi sur l'agriculture biologique de 2010 pour qu'elle reconnaisse le Système Participatif de Garantie (PGS) proposé par MASIPAG, qui permet aux petits producteurs biologiques de faire certifier leurs produits à un prix abordable. La reconnaissance récente de la Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique (IFOAM) du système de PGS va sûrement renforcer le plaidoyer de MASIPAG.

www.masipag.org



MASIPAG gère des fermes expérimentales pour élaborer des techniques agro-écologiques.



PDG

Paghida-et sa Kauswagan Development Group

Défendre les intérêts des communautés marginalisées de l'île de Negros

Le PDG travaille depuis 1987 pour les droits de la population rurale de Negros Occidental aux Philippines.

Sur l'île de Negros, l'héritage de la période coloniale reste très présent. Une grande partie de la terre est contrôlée par quelques familles élitaires qui possèdent des vastes haciendas où des paysans locaux sont engagés comme des travailleurs agricoles. La sécurité foncière des paysans, même ceux qui ont reçu leurs titres fonciers dans le cadre de la réforme agraire, est très précaire. En plus, le manque d'appui étatique pour l'agriculture paysanne fait en sorte que de nombreux paysans s'endettent et leurs terres retombent entre les mains des grands proprié-

taires. La région est la cible des grandes entreprises de l'extraction minière et de la production d'agrocultures avec des conséquences néfastes pour la population et pour l'environnement. Beaucoup de paysans ont dû quitter leurs terres, déplacés par les activités des grandes entreprises, dont les projets sont souvent protégés par l'armée.

Des synergies existantes avec nos autres partenaires philippins

L'organisation PDG a été créée en 1987 avec l'objectif de contribuer au développement des communautés rurales de la province de Negros Occidental. Il s'agit de petits producteurs, de travailleurs agricoles sans terre et des pêcheurs. PDG les appuie dans

leurs luttes pour la terre, pour leurs droits humains et l'amélioration de leur situation économique par voie d'une augmentation de la productivité agricole avec les méthodes écologiques. PDG a des relations très étroites avec deux de nos partenaires philippins, le réseau MASIPAG et le KMP, notamment dans le cadre des campagnes pour une vraie réforme agraire et contre les activités des entreprises minières et de l'agro-industrie.

Une première collaboration avec PDG

Le premier projet de 2013 - 2014 vise le renforcement des capacités de dix organisations locales en matière de compétences organisationnelles et de l'organisation des campagnes. Des actions concrètes, tels que des campagnes pour une vraie réforme agraire et contre les activités d'extraction minière et des formations sur la pratique de l'agriculture durable renforceront l'impact du projet. Une première action importante était l'organisation d'une mission d'enquête dans l'une des zones du projet pour examiner l'impact potentiel d'une plantation de palmiers à huile que des investisseurs malaysiens veulent installer sur une surface de 400 hectares et informer les communautés touchées sur les conséquences du projet.



Une mission d'enquête de PDG a examiné l'impact d'une plantation sur les communautés locales.

en coopération avec

GUATEMALA

CUC Comité de unidad campesina
SEAJUS Servicios jurídicos y sociales

HONDURAS

CENCOP Centro de comunicacion popular de Honduras
CDM Centro de los Derechos de las Mujeres

EL SALVADOR

ISD Iniciativa social para la democracia

BRÉSIL

MCP Movimento das comunidades populares

PÉROU

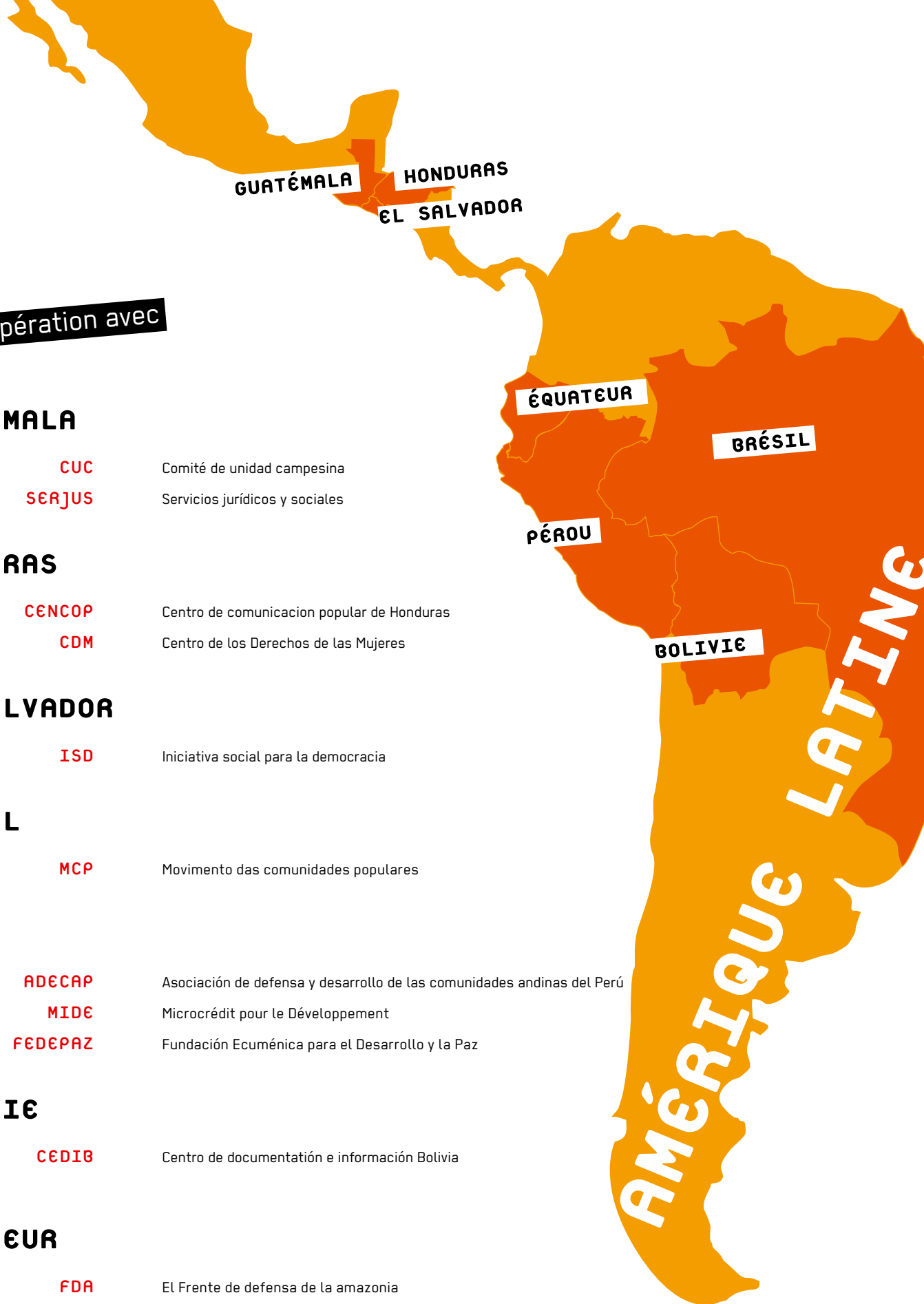
ADECAP Asociación de defensa y desarrollo de las comunidades andinas del Perú
MIDE Microcrédit pour le Développement
FEDPAZ Fundación Ecuánica para el Desarrollo y la Paz

BOLIVIE

CEDIB Centro de documentación e información Bolivia

ÉQUATEUR

FDA El Frente de defensa de la amazonia
SF Somos Familia





Amérique Latine

un modèle extractiviste, source de conflits sociaux

L'année 2013 avait fait naître des espoirs au Guatemala: pour la première fois, les tribunaux ont condamné un ancien Président pour génocide et crimes de guerre. Trente ans après les événements, 150 survivants de la politique d'extermination, qui fut appliquée au Guatemala par le militaire Efraín Ríos Montt contre le peuple Maya Ixil, ont enfin pu faire le deuil de leurs proches en voyant le responsable des tueries être emmené en prison.

Mais leur joie a vite été estompée avec l'annulation de la condamnation et un décret politique exigeant la révision du procès. Dix jours de pression de la part de l'oligarchie économique, politique et militaire guatémaltèque ont suffi pour faire reculer la plus haute juridiction du pays. Le fait que l'un des témoins avait rappelé que l'actuel président du pays, Otto Pérez Molina, était impliqué dans les crimes de l'époque, a sûrement joué dans cette décision.

Malgré ce coup dur, la sentence judiciaire a le mérite d'avoir arraché à l'oubli un drame qui, malheureusement, est trop courant sur le continent américain. Marquées par une histoire interminable de massacres, de tortures, de disparitions et d'exils, les sociétés latino-américaines traînent une dette de mémoire et de reconnaissance qu'elles n'arrivent pas à régler. Le procès contre Ríos Montt a rappelé la souffrance des survivants et le bien-fondé de leur combat pour la justice. Pour les populations de l'Amérique latine, cette restitution est indispensable pour la (re)construction du collectif social.

Ceci dit, la thématique des droits, que ce soit ceux liés à la personne humaine ou à l'environnement, a repris une pertinence renouvelée dans les dernières années. Un modèle économique fortement basé sur l'exploitation sans limites des ressources naturelles continue à provoquer des énormes dégâts environnementaux et sociaux. Le prix élevé des matières premières a donné une illusion de solidité à des économies pourtant fortement dépendantes. L'Amérique latine semblait tenir le coup dans un contexte de crise économique mondiale, grâce à l'exploitation de grandes quantités de ses ressources, dédiés presque exclusivement à l'exportation vers les pays industrialisés.

Cependant, cette politique extractiviste n'a pas de valeur ajoutée, car la pierre envoyée à l'étranger n'amène pas une industrialisation. Outre les conséquences néfastes sur les écosystèmes, l'extractivisme ne crée pas de retombées sur les économies locales. Bien au contraire : il étouffe les petits entrepreneurs et augmente les inégalités.

Mais il paraît que les gouvernements latino-américains se refusent à accepter que, si l'on tient compte des capacités planétaires, le développement comme celui des "pays développés" est matériellement impossible.

Pendant que le secteur académique s'émerveille dans l'analyse du concept du "Bien Vivre", les sociétés civiles locales, qui se sont tant battues pour l'arrivée au pouvoir de dirigeants qui portent ces propositions, subissent la

déception de voir la mise en place de stratégies "néo-extractivistes", une sorte de mélange du modèle classique, juste avec davantage de régulation de l'État. Les conflits sociaux liés à la défense du territoire et à la souveraineté alimentaire continuent à éclater entre le Cap Horn et le golfe du Mexique.

Dans ce contexte, l'échec du projet Yasuni en Équateur contribue à attiser le feu. En plus d'être honteux pour la communauté internationale, cet échec représente clairement la difficulté des politiciens sud-américains à maintenir leurs décisions.

Plusieurs pays ont vu leurs rues occupées par des citoyens désireux de changements. La protestation sociale a pris différentes formes et a touché des sujets divers : la mauvaise qualité des services publics, le respect du droit à l'éducation, la corruption croissante, l'exigence d'être consultés, le droit à une vie sans violence...

Des élections sont prévues en 2014 dans plusieurs pays du continent et vont répartir à nouveau les cartes. Les nouveaux élus prendront-ils en compte ces urgences et sauront-ils réduire ces décalages scandaleux ?

Entre temps, l'ASTM continue à soutenir des projets dans sept pays de la région. Nos partenaires s'y battent pour le respect des droits, que ce soit à la santé, au territoire, à l'éducation, ou à la participation. Ils construisent, au sein de la société civile, des alternatives au modèle actuel de développement.



CUC

Comité de Unidad Campesina

La défense du droit à la terre

Le CUC lutte pour le développement rural et l'amélioration des conditions de vie des paysans.

Le Guatemala est le pays qui a le plus grand nombre de milliardaires de la région centroaméricaine. Deux-cents-quarante-cinq personnes, c'est-à-dire 0.06% de la population, cumulent un capital de 30 milliards de dollars, montant qui n'est pas très loin du PIB global du pays. Ceci dans un pays où plus de la moitié des habitants ne dépassent pas le seuil de pauvreté.

Bien que l'inégalité a été un problème historique sur le continent, les différences se creusent de plus en plus. Les riches sont toujours plus riches et

les pauvres toujours plus pauvres. Le poids des impôts écrase les classes moyennes, tandis que les privilèges des familles puissantes sont préservés. Aujourd'hui, leur richesse repose sur l'accès à la terre, particulièrement le contrôle de l'extraction de matières premières, comme la canne à sucre, entre autres.

Défendre le droit des paysans

Dans ce cadre, le Comité d'Unité Paysanne (CUC) se bat pour le développement rural, en promouvant l'accès à la terre et le respect des droits humains des paysans guatémaltèques.

Après l'échec de la stratégie publique de réforme agraire assistée par le marché, les familles paysannes ont vu

leur endettement augmenter fortement et leurs revenus déjà maigres diminuer. La demande formulée par le CUC pour une loi de développement rural intégral, l'annulation des dettes agricoles et la désarticulation des groupes armés dans les régions, est donc toujours d'actualité.

Formation et assistance juridique

Centré dans la défense des paysans indigènes, le CUC déploie plusieurs stratégies qui visent à soutenir et à renforcer l'accès à la terre. Soutenu par l'ASTM depuis 2003, il a mis en place un projet de formation et d'assistance juridique aux paysans, dans 6 provinces guatémaltèques.

Dans un contexte tendu, deux avocats et une assistante accompagnent les paysans dans plus de 60 contentieux qui s'étendent dans le temps selon les caprices d'une justice souvent évasive. Outre le suivi des cas judiciaires, les juristes font des formations aux paysans afin de les rendre plus autonomes face à un système qui leur échappe.

Ce travail est fait par des membres des communautés atteintes, ainsi que par une équipe des défenseurs des droits humains qui déploient leurs capacités dans un climat de forte insécurité, comme le témoigne l'agression et les menaces subies par le coordinateur du CUC cette année-ci.



La lutte pour l'accès à la terre est au centre du combat du CUC.

► www.cuc.org.gt



SERJUS

Servicios Juridicos y Sociales

Appui à l'école méthodologique d'éducation populaire

Le SERJUS vise le renforcement des capacités citoyennes des organisations sociales.

La pauvreté, comme problème social, ne touche pas seulement le niveau des revenus ou l'accès aux conditions matérielles dites dignes. La pauvreté porte aussi atteinte aux capacités humaines, en affaiblissant sérieusement les possibilités des personnes d'améliorer leurs conditions de vie.

Dans presque la moitié des communes au Guatemala, plus de 50% des habitants gagnent moins de 1 dollar par jour. Actuellement, 30% des adultes n'ont pas été scolarisés. Selon les chiffres de 2012, l'inégalité n'a pas été réduite non plus. Les régions rurales sont plus touchées par la pauvreté et particulière-

ment les femmes et les indigènes. Mais plus grave encore est le résultat d'études qui montrent que 30% des personnes interviewées pensent que la pauvreté est due "à la culture des personnes de peau foncée". Le racisme et la discrimination s'avèrent comme des éléments très efficaces pour empêcher le changement.

Il est fondamental donc de développer des initiatives visant à rompre ce cercle de pauvreté et d'exclusion.

L'éducation pour la démocratisation

Le développement des capacités des populations soumises à des niveaux élevés de violences quotidiennes ne paraît pas facile. Plusieurs méthodes ont été utilisées pour leur permettre de retrouver les moyens de participer

activement comme des acteurs de leurs propres destins. L'éducation populaire est un de ces outils et c'est aussi le domaine d'action de notre partenaire, le SERJUS.

"Dès lors que nous vivons dans des sociétés avec autant d'inégalités et d'injustices, où l'on nie aux gens les droits les plus élémentaires et où les écosystèmes sont soumis aux intérêts mesquins des classes oligarchiques (...) surgit la problématique d'une éducation apte à transformer notre vision du monde et de l'autre", disent les responsables du SERJUS.

En soutenant les organisations d'éducateurs populaires grâce à la production des ressources méthodologiques et un programme de formation adapté, le travail du SERJUS a pour but la consolidation d'un réseau de multiplicateurs. Le projet actuel vise l'implémentation d'une école de dirigeants dans la partie occidentale du pays, le renforcement du réseau d'éducateurs populaires et le développement d'une stratégie de communication permettant aux organisations lointaines l'accès aux expériences éducatives.

Cet ensemble d'éléments vise à créer le dialogue qui constitue la base de l'éducation populaire. Les éducateurs et les élèves partagent un processus d'apprentissage mutuel, visant le renforcement de leurs capacités de transformation.



Serjus soutient des organisations d'éducateurs populaires.

► www.serjus.org.gt



CENCOP

Centro de Comunicacion Popular de Honduras

Renforcement du mouvement social

CENCOP améliore les compétences des organisations sociales pour l'exercice d'une citoyenneté active dans le processus de démocratisation du pays.

Le 20 novembre 2013, les Honduriens sont convoqués pour des élections générales. Les attentes sont énormes, car pour la première fois dans l'histoire du pays, un parti politique rassemblant les forces progressistes participera au processus. Or, les soupçons de fraude planent déjà sur ces élections et les observateurs internationaux sont déjà en route.

En 2010, le Honduras fut appelée une "démocratie dégradée": un pays difficile

à gouverner et menacé en permanence par une violence, qui atteint le taux scandaleux de 86 assassinats pour 100.000 habitants. Le gouvernement actuel n'a pas réussi à réduire ni la pauvreté (67%), ni les inégalités, qui placent le pays parmi les trois les plus inégaux de tout le continent. La mobilisation sociale qui jaillit après le coup d'État de 2009 a eu comme réponse une forte répression et la criminalisation de la protestation.

La formation comme outil pour la participation citoyenne.

Dès sa création en 1977, le CENCOP s'est donné comme objectif le renforcement des organisations sociales de base à travers l'éducation permanente. Actuellement, les citoyens sont forte-

ment affectés par une politique de privatisation généralisée, tant au niveau de la santé, que de l'éducation ou de l'exploitation des ressources naturelles.

Dans ce contexte, les organisations sociales réclament des espaces de formation, de discussion et d'analyse pour mieux comprendre leur réalité. La convocation d'une assemblée constituante et la promulgation d'une nouvelle constitution sont au centre du débat. Le mouvement social est fortement impliqué dans ce processus et leurs membres sont très motivés pour y participer.

Renforcer le mouvement social

L'action 2012-2014 vise à développer les compétences de 160 leaders à travers la formation des organisations de base dans quatre régions du Honduras: Aguán, Santa Barbara, Olancho et la région sud (Choluteca et Valle). Par une approche de genre et avec un caractère participatif, CENCOP a promu la création d'instances de formation au niveau national, régional et local.

La croissance du mouvement social et la multiplication d'initiatives de protection des droits, indiquent que l'action est sur la bonne voie. Ayant sa raison d'être dans la réalité du pays, cet espace de formation et de réflexion est une réponse alternative à la crise hondurienne.



Cencop renforce la société civile au Honduras à travers l'éducation permanente.



CDM

Centro de los Derechos de las Mujeres

Promouvoir les droits des femmes et la citoyenneté des jeunes

CDM contribue à la construction de la citoyenneté active des jeunes et des femmes.

Comme la plupart de la population au Honduras, les femmes n'échappent pas à la violence. De ce fait, le nombre de femmes tuées est en forte augmentation ces dernières années. En 2005, 175 cas ont été dénoncés, tandis que en 2012, ce chiffre est monté à 606 femmes, parmi les plus de 7000 personnes assassinées. A peine 7 cas ont pu être jugés aux tribunaux.

Dans l'indice d'inégalité de genre, le Honduras est presque à la fin de la liste. Les femmes rencontrent de grands obstacles pour défendre leurs droits, notamment ceux liés à leur vie sexuelle et reproductive. L'accès à l'éducation

sexuelle ainsi qu'à l'information basique est difficile, voire presque impossible. A côté d'une culture patriarcale, l'inefficacité des institutions et la défaillance de l'État sont les facteurs à la base de cette problématique.

La marginalité historique s'aggrave davantage dans un contexte général de dégradation des conditions de vie et de croissante violation des droits humains.

Contre la discrimination et la violence envers les femmes

Ayant comme but la promotion des droits des femmes, le CDM travaille pour le renforcement de leur autonomie. Dans ce cadre, notre partenaire développe des initiatives dans les domaines de l'emploi, la violence envers les femmes, les droits sexuels et reproductifs, ainsi que la participation citoyenne. Reconnu par cet engagement, le CDM met aussi

en place un Observatoire des droits des femmes et il cherche à promouvoir un cadre juridique visant le renforcement de la citoyenneté ainsi que la sensibilisation de la société.

Renforcer la conscience citoyenne des jeunes

Depuis 2010, l'ASTM appuie le CDM dans la formation et mobilisation des jeunes en vue de la défense de leurs droits. Il s'agit de mieux comprendre le contexte social et politique et de s'impliquer davantage dans un processus de construction démocratique. En 2013, les participants ont assisté à une formation en éducation populaire et connu les éléments de base de l'approche féministe. Ensemble, les groupes ont mis en place une série d'activités publiques, ce qui leur a permis de se manifester en fonction du moment social que le pays est en train de vivre. Il y a également eu une campagne contre la pénalisation de la pilule du lendemain, qui a été la première action articulée avec d'autres organisations.

En 2012, les jeunes participants du projet ont dépassé la centaine. Grâce à leur engagement, l'espace de formation devient une sphère d'échange et de coordination. Malheureusement en 2012, le projet, a dû faire face à l'assassinat de quatre jeunes participants. Le chemin vers une société tolérante et respectueuse est encore très long. Un nouveau projet est prévu pour 2014.



Le CDM encourage les femmes à lutter pour le respect de leurs droits.

► www.derechosdelamujer.org



ISD
création de l'organisation : 1992
début du partenariat : 2001
durée du projet : jan 2013 - déc 2015
coût total du projet : 211 688 EUR

ISD

Iniciativa Social para la Democracia

Promouvoir la participation des citoyens et la bonne gouvernance

ISD promeut des processus de transparence publique et de bonne gouvernance.

A quelques mois de la fin de l'administration de Mauricio Funes au Salvador, force est de constater que le tandem composé par Funes et le parti FMLN, dérivant de l'ex-guérilla, a gouverné avec une tension latente et permanente en son sein. Ceci a provoqué un résultat mitigé dans les différents secteurs.

En 2009, le pays présentait des conditions sociales d'extrême urgence. Les priorités étaient donc la politique sociale, ainsi que la réduction de la criminalité qui frappait toute la société.

Des mesures ont été prises, notamment l'instauration de la gratuité de l'éducation et la santé, ainsi que certaines programmes d'assistanat. Cela a servi à soulager les nécessités extrêmes. Néanmoins, la durabilité de ces politiques est mise en question car elles n'ont pas été accompagnées d'une réforme fiscale qui assure des revenus publics suffisants.

Concernant la criminalité, le gouvernement a réussi à freiner le taux d'homicides qui situait le Salvador parmi les pays les plus dangereux du monde. Une trêve avec les groupes criminels a été signée mais les conditions de cet accord restent diffuses. Un indicateur important de démocratie



ISD travaille depuis 20 ans sur la bonne gouvernance au Salvador.

est celui de la transparence gouvernementale. La Loi d'Accès à l'Information Publique, adoptée en 2012, a généré de grandes attentes, mais sa mise en oeuvre reste un défi.

L'ISD promeut l'exercice des droits des citoyens

Après 20 ans d'expérience, l'ISD continue son effort d'intégrer d'amples secteurs de la population à la vie politique. Au-delà de l'acte de vote, les citoyens doivent s'approprier la responsabilité sociale que le système démocratique leur concède. Pour l'équipe de l'ISD ce travail implique la formation de leaders, l'assistance technique et légale ainsi que l'organisation autour des besoins de la population.

Le projet

Dans le cadre de la nouvelle loi, le projet 2013-2015 vise à appuyer les municipalités pour qu'ils garantissent l'accès des citoyens à l'information publique et il cherche à renforcer les organisations citoyennes locales afin qu'elles participent activement dans la gestion publique. Il vise aussi la création de mécanismes de suivi et de contrôle citoyen de la gestion publique dans 8 municipalités salvadoriennes.

Ces actions ont permis de créer une nouvelle relation de coopération entre la société civile et les institutions gouvernementales, ce qui est d'une grande importance pour la bonne gouvernance.

► www.isd.org.sv/



MCP

Movimento das Comunidades Populares

Soutien aux communautés populaires

MCP soutient les communautés populaires par un réseau de solidarité et d'entraide pour combattre la pauvreté.

Après une décennie de croissance rapide et un vigoureux développement économique, le Brésil a atteint une phase délicate où son gouvernement devra tester sa capacité à gérer l'économie tout en respectant les demandes et les aspirations croissantes du peuple.

Le mouvement protestataire de juin 2013, caractérisé par une série de manifestations de masse contre les mesures d'austérité du gouvernement, s'est fait entendre partout dans le pays, exprimant clairement l'insatisfaction générale vis-à-vis de la mauvaise qualité des services publics, due en partie à la corruption. Les inégalités sociales restent le plus grand défi de la Présidente Dilma Rousseff à la veille des élections présidentielles d'octobre 2014.

Un réseau de solidarité et de participation

En 2011, l'ANACOP décide de se rebaptiser "Mouvement des communautés populaires" en insistant de cette manière sur son caractère social. Présent dans 14 États du Brésil, le MCP compte environ 15.000 personnes réparties en plus de 42 communautés populaires. Sur base des valeurs humaines de solidarité et de démocratie participative, le MCP cherche à impliquer la population



Le MCP essaie de donner une perspective aux jeunes en misant sur la solidarité communautaire.

des quartiers défavorisés, surtout les jeunes, dans la recherche de solutions aux problèmes liés à la pauvreté en créant en même temps un réseau de solidarité et d'entraide. Pour cela, les communautés appliquent clairement les méthodes de la démocratie participative : toutes les décisions résultent de l'accord collectif.

Trois ONG collaborent

Le projet est le fruit d'une collaboration entre 3 ONG (Solidaresch Hëllef Réiserbann, Action Solidaire Echternach et ASTM). Le projet 2011-2014 s'inscrit dans le plan d'action qui définit les priorités pour les 10 ans à venir. Il a été décidé que le MCP encouragera ses membres à militer solidairement au niveau des communes, des syndicats et

des écoles. Il poursuivra également ses activités d'éducation et de formation. Sa lutte contre l'alcool, la violence et la drogue reste au cœur des actions pour les jeunes.

A la fin de sa première année, des résultats encourageants sont en vue : de plus en plus de jeunes participent et le Journal Voix des Communautés se consolide comme un outil vital d'articulation. A signaler également les résultats encourageants concernant les activités créatrices de revenus qui bénéficient directement à plus de 5000 personnes. A côté de cela, il existe également les "mini-banques", dont les bénéfices alimentent un fond social pour ceux qui n'ont pas accès aux soins de santé.



ADECAP

Asociación de Defensa y Desarrollo de las Comunidades Andinas del Perú

Réduire la mortalité infantile dans 15 communautés Quechuas au Pérou

ADECAP promeut la santé des communautés Quechuas grâce à la formation, l'amélioration de l'habitat, la diversification des cultures et l'accès aux services de santé.

Ces dernières années, le Pérou a connu une amélioration globale des indicateurs, notamment en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, de la pauvreté extrême et de la mortalité infantile. Néanmoins, d'autres indicateurs donnent lieu à moins d'optimisme. Tel est le cas, par exemple, de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans, qui reste au-dessus des 15% au niveau national. A côté de cela, des importants décalages internes persistent (entre les régions ; entre les milieux rural et urbain) et nous font relativiser les succès mentionnés.

ADECAP : une stratégie intégrale

Malgré la batterie de programmes déployée par le gouvernement, ceux-ci n'atteignent toujours pas leurs cibles. Les communautés andines se trouvent souvent dans des lieux isolés et peu hospitaliers. Or, c'est précisément dans de telles communautés que ADECAP est active et efficace.

Constituée en 1985, ADECAP regroupe 92 communautés andines de la province de Tayacaja. Lutter dans le respect et la promotion de la culture andine, contre sa marginalisation et son extrême pauvreté, est sa raison d'être. Basée sur



ADECAP mise beaucoup sur le partage d'expériences entre les bénéficiaires.

une approche participative, elle travaille en collaboration avec les familles, les autorités communautaires, ainsi qu'avec les services publiques, dans la perspective de les impliquer davantage dans la résolution des problèmes auxquels les indigènes sont confrontés. Moyennant la langue et les codes culturels communs, ADECAP arrive là où l'État ne peut arriver seul.

Changer les mentalités

Le projet 2013-2015 concerne l'accompagnement de 250 familles pour améliorer leurs conditions de santé et de nutrition grâce à la production de cultures diversifiées et écologiques, ainsi qu'à la formation en nutrition et en pratiques sanitaires. En plus, il s'agit

d'améliorer l'accès à des services de prévention et de soins prénatals du service étatique. A signaler que les familles sont également aidées pour obtenir des documents d'identités, ceux-ci leur permettant d'exister légalement et de s'inscrire aux programmes publics.

La méthodologie de travail repose fortement sur l'accompagnement par des animateurs, mais aussi sur le partage d'expériences entre les bénéficiaires. Ce dernier élément étant fort apprécié par les communautés, il permet de donner une vision positive des résultats et de montrer que, même dans les difficiles conditions de vie qu'ils subissent, le changement est possible.

► www.adecapperu.com



MIDE

Microcrédit pour le Développement

Amélioration de la qualité de vie des femmes Quechuas de la région de Cusco

Lutter contre la pauvreté en encourageant la mobilisation des femmes, actrices principales du changement.

Cusco est une région riche en ressources archéologiques, culturelles et naturelles. Malgré cela, elle est aussi l'une des zones les plus pauvres du Pérou. Plus d'un tiers de sa population n'a pas d'électricité ni d'eau potable et la malnutrition présente un taux de 45%.

Le tourisme et l'activité minière sont développés par des groupes étrangers et ne produisent pas de retombées sur l'économie locale. À côté d'un secteur productif moderne et puissant, lié aux marchés internationaux, on trouve un secteur traditionnel, le plus souvent informel ou rural, qui peine à subsister sans pouvoir produire des excédents ni améliorer les conditions de vie de la population.

Dans ce contexte de grande pauvreté, les femmes indigènes sont les plus marginalisées, victimes d'un modèle patriarcal et des barrières culturelles qui limitent leurs capacités. En effet, 76% de la population analphabète sont des femmes et elles sont aussi souvent mal informées et exclues de la vie sociale, économique et politique.

MIDE propose une approche intégrale

MIDE est une institution de micro-finance pour les femmes indigènes. Sa mission est de favoriser l'emploi et



MIDE renforce l'expérience entrepreneuriale des femmes indigènes.

l'entrepreneuriat féminin tout en luttant contre les inégalités hommes femmes. MIDE cherche à développer des processus ayant comme protagonistes des femmes conscientes de leurs rôles et de leurs droits, capables d'utiliser les microcrédits comme un outil dans ce chemin. C'est ainsi que les services financiers sont accompagnés de formations en leadership, estime de soi et gestion, entre autres.

Les femmes actrices de leurs destins

Alors que les besoins de financement et l'accompagnement de MIDE dans ses activités de micro-finance sont couverts par des instituts financiers, les activités de formation des femmes ne le sont que très partiellement. C'est dans ce cadre que se situe le soutien de l'ASTM depuis

2011. Après une expérience pilote et un projet de deux ans, MIDE a évalué la motivation des femmes et a constaté les bons résultats de son approche méthodologique.

Le présent projet vise la formation de 300 femmes dans 17 communautés quechuas de la province de Paucartambo. Les bénéficiaires s'organisent en "groupes solidaires", déjà constitués pour la gestion des micro-crédits, au sein desquels se déroulent les activités de formation. Ce travail fournira les leaders qui agiront comme agents de développement. L'expérience entrepreneuriale est ainsi renforcée par les capacités collectives et liens solidaires créés entre les participantes.

► www.midecusco.org



FEDEPAZ

Fundación Ecuéménica para el Desarrollo y la Paz

Pour la défense des droits des communautés autochtones

FEDEPAZ appuie et forme des populations indigènes afin qu'elles puissent défendre leurs droits.

En août 2011, le Président Ollanta Humala a promulgué la loi de consultation préalable. Le Pérou a été le premier pays dans la région à se doter de cet instrument pour appliquer la Convention 169 de l'OIT. Néanmoins, depuis lors, le pays a vécu un âpre débat qui a provoqué la démission de deux vice-ministres. Au cœur de la discussion est la définition de qui sont et où se trouvent les peuples indigènes.

L'élaboration du règlement de ladite loi divisa le monde social. Finalement, le texte fut approuvé sans la participation des communautés andines. Pendant deux ans, leur qualité d'indigènes a été mise en question et même le Président a déclaré cette année que la plupart des communautés andines étaient plutôt des groupes paysans nés de la réforme agraire. Si l'on tient compte que près de 80% des exploitations minières se trouvent dans la région des Andes, il n'est donc pas difficile d'imaginer que l'ambiguïté des termes peut être interprétée en bénéfice de l'activité extractive.

FEDEPAZ lutte pour la défense des droits

FEDEPAZ eut comme vocation première la défense des droits des personnes qui à l'époque étaient incarcérées, assassi-



FEDEPAZ défend les droits des indigènes qui sont confrontés à des projets d'exploitation minière.

nées ou disparaissaient. Après la forte augmentation d'activités extractivistes et ses graves effets sociaux dans les années 2000, la Fondation élargit son champ de travail, en incluant la promotion et la défense des DESC (droits économiques, sociaux et culturels).

FEDEPAZ conseille et accompagne les victimes de violations des droits humains auprès des instances nationales et internationales et encourage la participation citoyenne dans l'élaboration de politiques publiques concernant cette thématique.

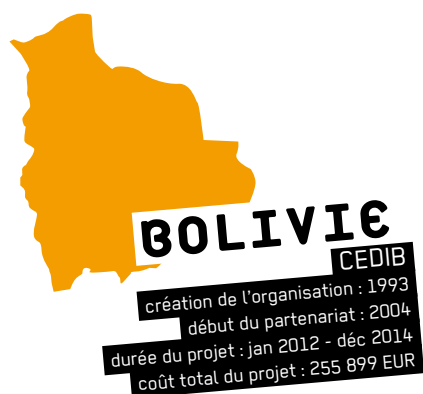
Renforcement des compétences

L'actuel projet vise la création de quatre bureaux d'affaires indigènes dans deux provinces du nord du pays. La mise en

place de ces bureaux implique un travail de sensibilisation des pouvoirs publics, la formation des fonctionnaires, ainsi que l'accompagnement général du processus. Le dialogue entre les communautés et l'État est encore à construire. Un élément important de cette relation est la consultation préalable des communautés. Les principes de consultation et de participation de la Convention 169 se réfèrent non seulement aux projets de développements spécifiques mais également à des questions plus vastes de gouvernance et à la participation des peuples autochtones à la vie publique.

En 2013, deux bureaux, un régional et l'autre communal, ont vu le jour.

► www.fedepaz.org/



CEDIB

Centro de Documentación e Información Bolivia

Faciliter l'accès à l'information pour les couches sociales marginalisés

CEDIB vise le renforcement des organisations sociales afin de les impliquer dans l'élaboration d'un modèle durable de gestion des ressources naturelles.

Malgré les annonces du gouvernement Morales, le modèle économique bolivien n'a pas l'air de changer. Il se base toujours sur l'exploitation des ressources naturelles, exclut de ses bénéfices la plupart de la population et provoque d'énormes dégâts environnementaux. L'extraction de minerais et d'hydrocarbures, ainsi que l'agriculture industrielle basée sur la culture de plantes transgéniques restent au cœur de l'économie. Par contre, l'État se montre toujours aussi incapable de s'occuper des demandes sociales urgentes.

Le CEDIB et le renforcement des compétences

Le CEDIB est une organisation spécialisée dans la production et la diffusion d'informations sur les ressources naturelles. Elle vise à générer des compétences auprès des mouvements sociaux, afin qu'ils participent activement dans le développement du pays. Pour ce faire, ils mettent à disposition du public un centre de documentation, élaborent de bases de données thématiques ainsi que du matériel éducatif centré sur l'exploitation des richesses naturelles boliviennes. L'équipe du CEDIB travaille coude à coude avec les organisations paysannes et indigènes, qui subis-

sent les conséquences d'un modèle économique qui les ignore et les écarte.

Pour un modèle alternatif d'exploitation des ressources naturelles

L'action 2012-2014 vise l'élaboration de politiques publiques pour la mise en oeuvre d'un modèle alternatif d'exploitation des ressources naturelles reconnu dans la nouvelle constitution du pays. Il s'agit d'activités d'information, de formation et de sensibilisation sur les enjeux de l'actuel modèle extractiviste.

Dans ce cadre, le CEDIB a organisé en 2013 une rencontre réunissant des représentants des organisations indigènes et paysannes, ainsi que des

ONG et des acteurs économiques et politiques. Durant deux jours, ils ont passé en revue les détails des recherches menées par les organisations de la société civile.

Parmi les sujets relevés, la situation du soja transgénique, la cession de terres aux étrangers, l'activité minière, la gestion de l'eau et la déforestation ont pris une place importante. La réflexion a été mise dans une perspective internationale, étant donné qu'il s'agit des processus et des tendances que l'on voit simultanément dans plusieurs pays de l'Amérique latine.

► www.cedib.org





FDA

El Frente de Defensa de la Amazonia

Défendre les droits humains et environnementaux

Le FDA forme des leaders en Amazonie afin qu'ils puissent défendre les droits humains et environnementaux menacés sur leur territoire.

En 2008, le peuple équatorien se dotait d'une Constitution garantissant la protection de la nature. Mais elle a été mise à mal depuis. Le coup dur le plus récent est la décision prise par Rafael Correa de mettre un terme définitif à l'initiative Yasuni-ITT datant de 2007: en échange de la non-exploitation d'une partie de son sous-sol, le président équatorien demandait 3,6 milliards de dollars, soit la moitié de ce que rapporterait à l'État équatorien l'extraction du pétrole qui allait rester sous terre. Ce projet devait ainsi préserver le parc naturel Yasuni qui abrite l'une des biodiversités les plus

riches au monde, et protéger trois communautés autochtones dont deux vivant en isolement volontaire.

Mais six ans plus tard, ce programme n'est plus qu'un souvenir, l'Équateur n'ayant perçu que 0,37 % des fonds attendus. Après cet échec, le président Correa a rejeté la responsabilité sur la communauté internationale et a demandé au Congrès d'autoriser l'extraction du pétrole. L'exploration et la construction des infrastructures de forage devraient commencer dans les prochaines semaines.

Le FDA lutte pour le respect des droits

Très lié à la thématique pétrolière, le FDA a été créé dans le cadre de la lutte contre les désastres environnementaux

causés par l'entreprise Chevron-Texaco. Après près de 20 ans de procès judiciaire, la compagnie a été définitivement condamnée à verser une indemnité de 16 milliards de dollars. Mais, prévoyant une sentence contre elle, l'entreprise Chevron avait retiré ses capitaux du pays, ce qui a empêché l'exécution du verdict. Tentant de recouvrer cette somme, les avocats de l'assemblée des victimes de Texaco ont entrepris des démarches au Canada, au Brésil et ailleurs.

Appui à l'École

La victoire contre Chevron n'a pu être obtenue que grâce à la mobilisation et la persévérance des personnes affectées, d'où l'importance de FDA qui assure un travail de formation et d'accompagnement des populations locales. Car si Chevron a quitté le pays, d'autres entreprises pétrolières sont encore bien présentes sur le territoire.

L'école de formation des leaders a pour vocation de développer et renforcer les capacités locales. Le projet actuel vise la formation sur 2 ans de 125 dirigeants dans 3 secteurs : Lago Agrio, Coca et Puerto Napo. En collaboration avec une Université locale, la formation est dispensée par une équipe de 12 animateurs pratiquant une méthodologie participative.

► www.fda.org.ec



FDA dispense des formations pour apprendre aux communautés à défendre leurs droits.



SF

Somos Familia

Aider les enfants en situation d'exclusion

Somos familia se bat pour le respect des droits humains dans les prisons et s'occupe plus particulièrement des enfants dont les parents sont emprisonnés.

En Equateur, près de 70% des enfants vivent en situation de pauvreté, et à peine 20% des enfants terminent le primaire. Parmi les plus démunis de ces enfants se trouvent ceux dont les parents sont en prison. Ils souffrent des mauvaises conditions économiques et sociales dans lesquelles se trouvent leurs familles et d'une discrimination sociale qui ouvre la porte à l'exclusion et à la violence.

Le droit à l'éducation et à une vie digne pour tous

Créée en 2004, la fondation Somos Familia a pour objectif la défense des droits humains. Elle s'attache tout particulièrement aux populations les plus défavorisées que sont, entre autre, les personnes emprisonnées. Pour cela, elle développe dans les 4 centres pénitenciers de Cuenca, des activités culturelles et d'alphabétisation à travers de programmes de défense des droits humains et d'actions socio-éducatives.

Lors de ces activités auprès des femmes et des hommes incarcérés, elle dû constater qu'au-delà des difficultés de ces personnes, les plus touchés étaient leurs enfants. C'est ainsi que Somos Familia a conçu le projet d'aider

ces enfants en les appuyant dans leur travail scolaire et en les faisant participer à des activités socio-éducatives.

Améliorer les résultats scolaires de 60 enfants

Après un premier projet de 2 ans qui s'est conclu de façon très satisfaisante, la poursuite de ce projet s'imposait tout en poursuivant les mêmes objectifs : développer chez les enfants des attitudes solidaires ; leur faire prendre conscience qu'ils sont des personnes dont les droits doivent être respectés.

L'action consiste à soutenir 30 enfants et pré-adolescents, dont les parents sont incarcérés. Ils reçoivent un appui scolaire qui a pour but de compléter

l'enseignement dispensé dans les écoles. Ce programme se déroule dans la maison de SF, "Mi otra casa" (mon autre maison), aménagée à cet effet. Là-bas, les enfants reçoivent un repas, puis une aide aux devoirs leur est apportée par des volontaires universitaires. Le soutien scolaire est complété par un programme de développement humain qui consiste en des activités culturelles et en appui social avec un psychothérapeute qui vise la restauration des liens familiaux.

Cette action est développée en partenariat avec les familles de ces enfants.



Somos Familia s'occupe des enfants dont les parents sont en prison.



TRAVAIL AU LUXEMBOURG

Promouvoir la prise de conscience et le changement de comportement

Un travail important

Depuis sa création en 1969, l'ASTM accorde une importance majeure à ses actions d'information, de sensibilisation et d'éducation à l'égard du public luxembourgeois. Ce travail est guidé par la conviction selon laquelle la construction d'un monde plus juste passe par une prise de conscience et un changement de comportement des citoyens dans nos pays occidentaux.

Le travail de l'ASTM dans ce domaine vise à permettre une meilleure compréhension des interdépendances et des mécanismes qui engendrent des relations injustes entre les pays du Nord et les pays du Sud. De même, elle s'efforce de démanteler les idées préconçues pour favoriser un dialogue inter-culturel et créer ainsi une réelle solidarité entre les peuples. Les actions d'information, de sensibilisation et d'éducation de l'ASTM s'inspirent directement des réalités dans les pays du Sud.

CITIM

Intégré dans l'accord-cadre "éducation au développement" entre l'ASTM et le Ministère des Affaires étrangères, le Centre d'Information Tiers Monde (CITIM) a pu être relogé en 2012 dans un local plus espacé et plus accessible au public. Le CITIM occupe à présent un espace au rez-de chaussé dans l'avenue de la Liberté à Luxembourg et a entièrement fait peau neuve.

Dès ses débuts en 1982, le CITIM a pour vocation de proposer au public du Luxembourg un centre d'informations riche et divers et de sensibiliser ce même public aux nombreuses facettes du Sud par le biais de manifestations publiques. Il met à votre disposition une biblio/médiathèque de prêt comprenant des livres, CD, vidéos/DVD, revues et journaux. Le CITIM propose également des coffres et d'autres outils pédagogiques destinés aux enseignants sur une grande variété de thèmes, ainsi que des ateliers pédagogiques.

En 2012, le CITIM a été intégré dans le réseau bibnet des bibliothèques luxembourgeoises (www.citim.lu) ce qui vous permet de consulter l'inventaire du CITIM par Internet.

Horaires d'ouverture du CITIM (55, avenue de la Liberté / L-1931 Luxembourg / citim@astm.lu): 14-18h (ma), 11h-18h (me à ve), 11h-13h (sa). Le CITIM est fermé le lundi et pendant les vacances scolaires.

Brennpunkt Drëtt Welt

La revue Brennpunkt Drëtt Welt est un périodique luxembourgeois qui, depuis sa première édition en 1973, informe régulièrement sur la politique de développement nationale et internationale, reprend des thèmes d'actualité et s'efforce de relayer la voix des peuples du Sud ici au Luxembourg.

Vous pouvez vous abonner à la revue Brennpunkt en versant 15 EUR (au Luxembourg) ou 25 EUR (à l'étranger) sur le compte CCP



Le CITIM met à votre disposition une biblio/médiathèque de prêt comprenant des livres, CD, vidéos/DVD, revues et journaux.

LU 71 1111 0102 3550 0000 (BIC: CCPLLULL) avec mention "abo bp3w", sans oublier votre nom et adresse complète. Cet abonnement vous donne droit à 8 numéros qui paraissent en général tous les deux mois.

Agence culturelle

C'est pour contribuer à restituer aux cultures du Sud toute leur valeur, leur complexité et leur richesse, tout en impliquant notre public dans des créations et des spectacles réalisés en collaboration avec des artistes du Sud, que l'agence culturelle a été mise en place en 1989, grâce à une convention avec le ministère de la culture.

L'ASTM entend ainsi ouvrir au public du Luxembourg un accès aux cultures du Sud en enrichissant le vécu de chacun à travers des rencontres avec des artistes d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie, lesquels nous parlent de leur pays, de leurs coutumes, nous apprennent à construire des instruments, nous font découvrir leurs danses et nous font goûter leurs plats. De telles actions ont pour but d'inciter à la découverte

et à l'écoute de l'Autre, de favoriser les échanges interculturels, de sensibiliser les participants aux problèmes de développement des pays du Sud et de diminuer ainsi leurs appréhensions et leurs préjugés éventuels face aux ressortissants de ces pays résidant ici au Luxembourg.

Agence communes

L'Agence communes a vu le jour en 1995 dans le contexte du projet luxembourgeois de l'Alliance pour le Climat qui a pour objectifs principaux la protection du climat et le soutien des indigènes des pays du Sud. Pour accomplir sa mission, l'Agence communes s'engage à réaliser la coordination de l'Alliance pour le Climat dans le domaine des activités relatives au Tiers Monde. Sa mission comprend les volets suivants:

- l'information des communes signataires sur les activités réalisées dans le cadre de l'Alliance dans le domaine du développement;
- le soutien lors de la mise en route des initiatives locales dans le domaine de la solidarité Nord-Sud;

- le soutien et le suivi des actions de solidarité Nord-Sud dans les différentes communes;
- la mise en place de rapports entre les groupes intéressés des communes et des organisations partenaires du Sud.

L'Agence communes travaille, à cet effet, avec les écoles, les associations et les responsables politiques des communes signataires.

Travail politique

L'ASTM considère ses actions politiques comme des composantes essentielles de l'éducation au développement, à la citoyenneté et à la solidarité active. Ces actions visent à analyser les développements politiques et économiques, à veiller à la cohérence de la politique luxembourgeoise en matière de coopération et à influencer les instances décisionnelles en vue de changements structurels dans les rapports entre le Nord et le Sud.

► www.astm.lu



SOUTENEZ L'ASTM!

Contribuer à un monde plus juste en soutenant
l'Action Solidarité Tiers Monde

Comment soutenir les projets de l'ASTM?

La solidarité peut avoir de multiples facettes: outre le changement de comportement individuel et l'engagement personnel au sein des ONG qui appuient les mouvements sociaux du sud, le soutien financier à ces ONG est essentiel pour faire avancer le développement.

L'Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) est une organisation non-gouvernementale de développement (ONG) agréée par l'Etat luxembourgeois. Notre fonctionnement s'appuie pour une grande partie sur le travail de bénévoles. Par ailleurs, nous avons besoin de ressources financières pour soutenir nos partenaires dans les pays du sud. Ce sont en premier lieu les dons de personnes privées qui rendent ce soutien possible.

Le co-financement: votre don se multiplie

Votre soutien à l'ASTM est indispensable pour accéder à des fonds publics et pouvoir ainsi apporter notre appui à des organisations locales qui luttent pour un changement social. Vos dons nous permettent, par l'intermédiaire de notre accord avec le Ministère des affaires étrangères, de bénéficier du cofinancement de la coopération luxembourgeoise. Le seuil d'intervention du Ministère peut atteindre 80%, les 20%

restants étant constitués de dons versés au profit de l'ASTM.

Donner selon vos convenances

Les dons en faveur des activités de l'ASTM peuvent se faire pour un montant de votre choix, par virement unique ou répété, ou par le biais d'un ordre permanent sur le compte bancaire IBAN LU76 1111 0099 9096 0000. Un ordre permanent mensuel permanent nous facilite la planification de nos engagements pluriannuels envers nos partenaires du Sud.

La déduction d'impôts

L'ASTM est une organisation agréée par le Ministère des Affaires Etrangères et peut donc recevoir des dons fiscalement déductibles dans le cadre de la déclaration de l'impôt sur le revenu. Si la somme des dons pour une ou plusieurs ONG dépasse 120 € par an, ils sont déductibles du revenu imposable, dans la limite d'un plafond fixé à 10% du revenu annuel de la personne donatrice. Chaque année, vous recevez un certificat sur le montant que vous avez versé à l'ASTM en tant que don, certificat qui doit être annexé à la déclaration d'impôts.

Faire-part

Baptêmes, anniversaires, mariages, mariats ou décès peuvent être des occasions

de faire appel à la générosité de vos proches en proposant un don en faveur de l'ASTM. N'hésitez pas à contacter l'ASTM dans de tels cas: nous vous expliquerons les détails de la démarche.

L'ordre permanent

Nous remercions tous ceux et celles qui nous soutiennent régulièrement avec un don. Dans ce contexte, nous voudrions encourager nos donateurs fidèles d'envisager de nous soutenir par un ordre permanent mensuel. L'ordre permanent nous facilite la planification de nos engagements pluriannuels envers nos partenaires du Sud. Pour chaque ordre permanent, le donateur ou la donatrice reçoit un abonnement gratuit à notre revue Brennpunkt Drëtt Welt.

Sur notre site Internet www.astm.lu, vous trouverez plus de détails sur les possibilités de faire un don. Vous pouvez également vous renseigner par téléphone auprès de l'ASTM (tél. 400 427-61).

ACTION SOLIDARITÉ TIERS MONDE a.s.b.l.
55, av. de la Liberté, L-1931 Luxembourg
Tél. 400 427-1
Fax 400 427-27
www.astm.lu
astm@astm.lu
IBAN LU76 1111 0099 9096 0000

Les engagements financiers de l'ASTM

PAYS	PARTENAIRE	DURÉE DU PROJET EN COURS	MONTANT TOTAL DU PROJET EN COURS	BUDGET 2014
AFRIQUE				
Burkina Faso	ARFA	36 mois	225.000	85.000
Burkina Faso	UBTEC	24 mois	40.000	en étude
Togo	CED	36 mois	180.000	60.000
Togo	CIDAP	36 mois	195.000	75.000
Togo	INADES Formation	9 mois	15.480	en étude
Togo	CADR	9 mois	21.830	en étude
Togo	GEME-SA	9 mois	16.885	en étude
Togo	LE SALUT	36 mois	150.000	50.000
AMERIQUE LATINE				
Pérou	ADECAP	36 mois	209.062	71.970
Pérou	MIDE	36 mois	140.728	48.144
Pérou	FEDEPAZ	24 mois	133.345	66.448
Brésil	MCP	36 mois	244.991	98.300
Bolivie	CEDIB	36 mois	255.899	85.813
Equateur	FDA	24 mois	144.450	81.574
Equateur	SF	22 mois	107.514	55.446
Guatémala	CUC	36 mois	258.917	88.419
Guatemala	SERJUS	24 mois	128.513	65.722
Honduras	CENCOP	36 mois	216.239	65.503
Honduras	CDM	12 mois	en étude	en étude
El Salvador	ISD	36 mois	211.668	63.543
ASIE				
Palestine	ALROWWAD	36 mois	111.615	37.485
Inde	SOBTI	36 mois	84.081	23.949
Inde	CHINTAN	36 mois	63.774	32.091
Inde	JANA JAGARAN	36 mois	220.337	73.352
Inde	SANTULAN	36 mois	194.526	64.842
Philippines	KMP	36 mois	137.025	45.675
Philippines	NE-CBHP	36 mois	118.485	39.005
Philippines	MASIPAG	36 mois	131.845	38.454
Philippines	PNFSP	en étude	en étude	en étude
Philippines	PDG	24 mois	59.850	29.925
MISSION DE SUIVI ET D'ÉVALUATION				
Monde	Missions et suivi			15.000
Monde	Travail en réseau			30.000
Philippines	Bureau local			10.000

montants indiqués en euros

ASTM
ACTION SOLIDARITÉ TIERS MONDE

55, av. de la Liberté, L-1931 Luxembourg
T +352 400 427-1 / F +352 400 427-27 / E astm@astm.lu
CCPL IBAN LU76 1111 0099 9096 0000

www.astm.lu

BRENNPUNKT DRËTT WELT
NR. 279 NOVEMBRE 2013